

Essai
sur la succession ab intestat
et la légitime
dans le Code Civil Espagnol

THÈSE

pour le Doctorat en Droit présentée et soutenue

le 1930

PAR

LUIS DE FERIA

Président : M. le Professeur LÉVY-ULLMANN,

Suffragants : M. le Professeur ESCARRA

M. le Professeur CASSIN.

ASSOCIATION DU DOCTORAT

18, Rue Darcet. — PARIS

1930

Essai
sur la succession ab intestat
et la légitime
dans le Code Civil Espagnol

THÈSE

pour le Doctorat en Droit présentée et soutenue

le

1930

PAR

LUIS DE FERIA

Président : M. le Professeur LÉVY-ULLMANN

Suffragants : M. le Professeur ESCARRA

M. le Professeur CASSIN.

ASSOCIATION DU DOCTORAT

18, Rue Darcet. — PARIS

1930



A MA CHÈRE MÈRE

*En humble témoignage de mon
affection infinie et de ma profon-
de reconnaissance.*

AVANT - PROPOS

On affirme très souvent que le Code Civil Espagnol est une copie du Code Civil Français. Cependant, la lecture du Code Civil espagnol semble démontrer que celui-ci n'a pas toujours subi l'influence française.

Cette influence française et, d'ailleurs, aussi, l'influence italienne qui, toutes deux, s'exercèrent manifestement sur le Code Espagnol de 1889, ne sauraient cependant neutraliser la partie d'originalité initiale qu'il doit à la lente évolution de l'ancien droit espagnol.

Il est certain que le droit comparé joua un assez grand rôle dans l'élaboration de la législation civile espagnole dès 1889. C'est l'un des premiers Codes qui ait subi l'influence du droit comparé. Ainsi nous voyons qu'il emprunte des dispositions aux Codes qui avaient été promulgués au cours du XIX^e siècle : le Code civil français (1804), le Code civil italien (1864).

L'unité législative n'est pas encore réalisée en Espagne, puisque, de quarante-neuf provinces, trente-neuf seulement ont adopté, jusqu'à présent, le Code civil.

Le droit catalan régit quatre provinces : Barce-

lona, Tarragona, Lerida et Gerona; le Droit total aragonais est en vigueur dans les provinces de Huesca, Saragoza et Teruel. Enfin, dans la Navarra, les Baléares, de même que dans le Viscaya, on applique la législation forale.

Il nous a semblé qu'une étude de la Doctrine et de la Jurisprudence serait plus intéressante qu'un exposé sommaire du Code et des particularités du « fuero ». C'est pourquoi nous avons dû pousser nos investigations jusqu'en Espagne, en vue de recueillir les documents indispensables à notre travail dont l'un des buts est d'exposer le fonctionnement des institutions en cours.

Par ailleurs, nous avons été déterminé à entreprendre cette étude par le fait que, si le juriste espagnol s'intéresse vivement au mouvement doctrinal de la France, il est aisé de constater que cette dernière s'oriente vers les législations du groupe germanique et anglo-saxon.

Or, le Code Civil espagnol, depuis son élaboration jusqu'à l'heure actuelle, a été l'objet d'excellents commentaires par ses civilistes. Etant donné l'identité de technique juridique des Codes français, et espagnol pourquoi la France ne s'inspirerait-elle pas parfois de la législation de l'Espagne ?

Depuis environ quarante ans, l'importance du mouvement doctrinal est considérable. Il ne nous semble pas douteux que l'on puisse à présent le diviser en deux époques : celle de la fin du dix-neuvième siècle et celle du premier quart du vingtième siècle. Nous trouvons, dans la première

re, des commentaires de Manresa, Scaevola, Sanchez Roman, Falcon, Lopez R. Gomez. Dans la seconde époque, nous plaçons l'ouvrage remarquable de concision de M. Castan et le « Tratado de Derecho » de Valverde. Dans ces deux derniers ouvrages se trouve, à la vérité, exposée une grande partie de la Jurisprudence.

Qu'il nous soit permis, après ce bref exposé, d'aborder le sujet même de notre thèse, « La succession *ab intestat* et la réserve dans le droit espagnol ».



Digitized by the Internet Archive
in 2026

SUCCESSION AB-INTESTAT

Principes de la dévolution successorale :

Le Code civil espagnol a établi quatre ordres d'héritiers: les descendants, les ascendants, les collatéraux privilégiés (frères et leurs descendants) et les collatéraux ordinaires (autres parents jusqu'au sixième degré).

La qualité des ordres auxquels les divers parents appartiennent règle la préférence. Il est à signaler que le conjoint va concourir avec les trois premiers ordres et exclure le quatrième, composé, comme nous l'avons dit, des collatéraux ordinaires.

Entre parents du même ordre, c'est la proximité du degré qui déterminera la successibilité (art. 921).

Voilà les deux règles fondamentales sur lesquelles repose la dévolution successorale dans le Code Civil espagnol, exception faite de la réserve des parents au troisième degré (art. 811).

ENFANTS ET DESCENDANTS LEGITIMES

Les descendants du premier degré sont tous appelés concurremment et également. L'art. 913 du Code civil rappelle expressément la suppression des privilèges de masculinité et de primogéniture.

Dans cet ordre, la représentation joue à l'infini. Les descendants des enfants du défunt viendront donc, à la succession, de leur chef ou par représentation, suivant le cas.

REPRESENTATION

DEFINITION DE LA REPRESENTATION.

ARTICLE 924.

On appelle droit de représentation celui qu'ont les parents d'une personne de succéder aux droits que celle-ci pourrait avoir dans le cas où elle aurait hérité.

REPRESENTATION SUCCESSORALE.

Comme nous venons de le voir, le mot « fiction » de l'article 739 du Code civil français ne se trouve pas dans le Code Civil espagnol.

Quoi qu'il en soit de la controverse soulevée par le mot « fiction », il est certain que notre Code a supprimé une subtilité de plus (1).

Cependant, il ne faut pas croire que le législateur espagnol ait été très heureux dans sa définition. L'article 924 dit que le représentant succède au représenté, ce qui n'est point exact. Ainsi, remarque Navarro y Amandi, le petit-enfant ne suc-

(1) Voir sur cette controverse : Planiol, Ripart et Maury, t. IV, n° 53. — Baudry Lacantinerie et Wahl, t. I, n° 423.

cède pas à son père, il succède à son grand-père (1).

Un autre défaut qui a été signalé dans cette définition est celui d'attribuer ce droit « aux parents » d'une personne, alors qu'il n'appartient qu'aux descendants et collatéraux compris jusqu'au deuxième degré (art. 925) (2).

CAS OU S'APPLIQUE LA REPRESENTATION.

Le législateur fait intervenir ici le principe d'affection présumée du défunt, il s'ensuit que, si les descendants jouissent de ce droit à l'infini, (925 - 1er alinéa), les collatéraux ne peuvent l'exercer que jusqu'au second degré, c'est-à-dire en faveur des enfants de frères et sœurs du « de cujus ». Et même, dans cette dernière hypothèse, le Code a maintenu le principe en établissant que, si tous les frères et sœurs du « de cujus » sont prédécédés, les enfants issus d'eux ne pourront pas invoquer le bénéfice de la représentation; ils seront donc appelés de leur chef (3).

CONDITIONS.

Pour qu'il y ait lieu à représentation, trois conditions sont nécessaires.

1ère condition : Il faut que le représenté soit prédécédé. Art. 929. — On ne peut représenter une

(1) Navarro y Amandi, t. III, p. 390.

(2) Sanchez Roman, t. VI, vol. III, p. 1700.

(3) Manresa, t. VII, p. 63.

personne vivante qu'en cas d'exhérédation ou d'incapacité. Le Code se soustrait aux conséquences logiques du principe en admettant deux tempéraments: l'exhérédation et l'incapacité.

On justifie d'ordinaire ces solutions en disant que, dans les cas d'incapacité ou d'exhérédation, la loi présume que les parents n'existent plus. — Pourquoi ne pas établir la même présomption en cas de renonciation ? Parce que, a-t-on répondu, la loi ne peut présumer la non-existence d'un parent qui vient de prouver son existence en se présentant pour renoncer (1).

Et, conclut M. Manresa, en renouçant, le père a exercé son droit. Donc, il ne pourra rien transmettre à ses enfants (2). Cette doctrine semble inadmissible, si l'on voit dans la représentation une subrogation (3). Au fond, quel a été le but du législateur sinon de faire entrer le représentant dans le degré occupé par le représenté. En outre, il ne faut pas croire que le représentant tienne ses droits du représenté. Il a un droit personnel, et non un droit transmis. Voilà une règle posée par la Jurisprudence française et dont l'application dans le droit espagnol est incontestable. (Chambre des requêtes arrêt du 20 janvier 1882). (S. 82 I. 145. D. 82. I. 118).

Pourquoi le Code n'a-t-il pas compris la renon-

(1) Manresa, t. VII, p. 69. Dans le même sens *Revista de Legislacion y Jurisprudencia* Morell, t. 107, p. 343. Année 1905.

(2) Manresa, *ob. loc. cite.*

(3) Sanchez Roman, t. VI, vol. III, p. 1701.

ciation parmi les exceptions à la règle qu'on ne peut représenter une personne vivante ? On ne saurait vraiment le dire.

Au point de vue de la logique juridique, l'inclusion de la renonciation ne doit faire aucun doute.

2ème condition : Il faut qu'il y ait un lien de parenté entre le représenté et les représentants.

Cette solution découle du texte même de la loi (art. 925, 1er et 2ème alinéa). Ici, il y a lieu de signaler comme condition inutile l'acceptation de la succession du représenté. Le représentant peut renoncer à la succession de celui-ci. (art. 928).

3ème condition : Capacité du représentant. L'aptitude personnelle du représentant à la succession du « de cuius » est la troisième condition requise par le Code.

De là on doit conclure que les enfants naturels ne peuvent pas exercer le droit de représentation de leurs grands-parents ou de leur oncle (1) (art. 943 et 925).

EFFETS DE LA REPRESENTATION.

Trois effets sont produits par la représentation.

1° En premier lieu, le représentant monte au degré qu'aurait occupé le représenté, s'il avait vécu (2).

2° Le second effet consiste à opérer le partage par *souches* (3).

(1) Manresa y Navarro, t. VII, p. 58 et 59.

(2) Manresa, t. VII, p. 53.

(3) Manresa, ob. loc.

3° Un autre effet de la représentation, qui a été signalé, c'est de faire échec à la règle de l'accroissement (1).

Nous allons constater que le « Tribunal Supremo » d'Espagne, dans une espèce du 25 juin 1905, a décidé que le représentant n'avait pas à payer les dettes du représenté (2).

Voici l'espèce du 25 juin 1905 :

Don Pedro de Borbon Duque de Durcal devait 4.500 pesetas à Don Rodriguez. Don Pedro de Borbon mourut, laissant trois enfants, qui acceptèrent la succession de leur père sous bénéfice d'inventaire. Quelque temps après la mort de don Pedro l'Infante Dona Maria Cristina de Borbon, sa mère mourut à son tour. Les petits-enfants de Doña Maria Cristina vinrent à la succession de leur grand-mère en représentation de leur père.

La question se posa alors de savoir si ceux qui héritent par droit de représentation, auraient la qualité d'héritiers du représenté, ou s'ils succèderaient de leur chef, en vertu d'un droit propre.

Suivant la réponse, on pourrait décider si oui ou non, les héritiers qui ont accepté, sous bénéfice d'inventaire, la succession de leur père, seront tenus à payer les dettes de celui-ci avec les biens qu'ils auraient hérité postérieurement de leur grand-mère par droit de représentation.

Le « Tribunal Supremo » ne résolut pas la ques-

(1) Scaevola, t. XVI, p. 281.

(2) Dans ce sens, voir Civ. 15 juillet 1924 S. 1926. I. 196.

tion en disant qu'il est indifférent qu'on qualifie ou non de personnel le droit de représentation, car les héritiers ne doivent pas être tenus à payer les dettes d'un ascendant avec les biens hérités d'un autre ascendant.

DROITS AB-INTESTAT DES ASCENDANTS LEGITIMES

Le législateur, en édictant qu'à défaut d'enfants ou de descendants légitimes, les ascendants du défunt hériteront de lui, à l'exclusion des collatéraux (Art. 935), s'est évidemment inspiré des décisions de l'ancien droit espagnol. (Fuero Juzgo Fuero Real ley 6a de Toro Novísima recopilacion y Proyecto de 1851 (1)).

Dans la ligne ascendante il faut tenir compte tout d'abord de la proximité du degré. Ainsi le père exclut le grand-père dans la totalité de la succession. (Art. 936 2ème alinéa). S'il y a des ascendants au même degré dans les deux lignes, on partagera la succession par ligne. Le père aura une moitié et la mère l'autre moitié de la succession. (Art. 936) 1er alinéa.

Les grands-parents maternels en concours avec les grands-parents paternels partageront de même par ligne. (Art. 937 2ème alinéa). Dans chaque ligne la division se fait par tête (art. 937 2ème alinéa in fine). Si le défunt laisse un aïeul de la ligne paternelle en concours avec les grands-pa-

(1) Manresa y Navarro, t. VII, p. 90, Castan, t. I, vol. II, p. 335.

rents de la ligne maternelle, l'aïeul prendra la moitié qui revient à sa ligne et les grands-parents de la ligne maternelle prendront chacun un quart.

Notre loi n'a pas été modifiée sur ce point depuis la promulgation en 1889.

Nous n'avons pas noté de mouvement d'opinion en faveur d'une réforme.

SUCCESSION AB-INTESTAT DE L'ENFANT NATUREL.

a) *Concours de l'enfant naturel avec les descendants ou ascendants légitimes.*

Le législateur ne s'est vraiment pas donné beaucoup de peine pour réglementer les droits « ab intestat » de l'enfant naturel (Art. 942). — Dans le cas où il existe des descendants et ascendants légitimes, les enfants naturels ou légitimés ne recueilleront dans la succession que la part accordée par les articles 840 et 841.

Le Code applique donc les deux règles édictées pour la succession testamentaire (1). Nous renvoyons aux commentaires des articles 840 et 841.

b) *Concours de l'enfant naturel avec le conjoint survivant.*

Ce second cas est réglé par l'art. 837, ainsi conçu :

« Si le testateur ne laisse ni descendants ni ascendants légitimes, le conjoint survivant aura droit à la moitié de la succession en usufruit.

(1) Scaevola, t. XVI, p. 361.

Sanchez Roman, t. VI, vol. III, p. 1655. Manresa, t. VII, p. 103.

(Ce Code n'a pas été modifié sur ce point depuis sa promulgation en 1889. Nous n'avons pas noté de mouvement d'opinion en faveur d'une réforme.)

Quelques auteurs ont écrit : » à défaut de descendants et d'ascendants légitimes, les enfants naturels succèdent à la totalité (1).

C'est par un oubli du législateur que cette confusion s'est produite; l'art. 939 dit :

« A défaut de descendants et d'ascendants légitimes, les enfants naturels, légalement reconnus et les légitimés par concession royale viendront à la succession pour la totalité.

Il aurait dû ajouter: « exception faite de l'art. 837 ». ».

c) *A défaut de descendants ou d'ascendants légitimes et du conjoint.*

L'enfant naturel recevra la totalité de la succession (art. 939).

Les descendants de l'enfant naturel pourront invoquer le droit de représentation (art. 940 — 941). Il y a lieu de se demander quelle est l'étendue de ce droit de représentation car les art. 940 et 941, pour l'accorder aux descendants des enfants naturels, ne paraissent envisager qu'une seule hypothèse: la mort. Il ne semble donc pas si l'enfant est incapable ou se trouve déshérité, que ses descendants puissent jouir du droit de représentation.

Cependant, si l'on songe aux articles 761, 857 et 929, qui ont assimilé l'exhérédation et l'incapacité à la mort, on doit se décider pour l'affirmative (2).

(1) Castan, t. IV, p. 357. Dans le même sens Manresa, t. VII, p. 95.

(2) Manresa, t. VII, p. 99.
Valverde, t. V, p. 407.

L'art. 941 soulève une autre question en ne désignant pas la catégorie de descendants appelés à succéder à l'enfant naturel.

Quels sont donc les descendants que le législateur a eu en vue ? Les descendants légitimes et les descendants naturels ou les premiers seulement ?

Suivant une première opinion, du moment que les art. 843 et 143 parlent expressément des descendants légitimes de l'enfant naturel et que les art. 940 et 941 parlent simplement des descendants, il faut conclure, puisque le législateur ne distingue pas entre la filiation légitime et la filiation naturelle que l'interprétation peut être différente.

En conséquence, on doit comprendre dans les mots « descendants » les enfants légitimes et les enfants naturels.

Cette solution est repoussée par l'immense majorité des auteurs (1).

Nous allons exposer deux arguments qui peuvent se compléter, à notre sens.

1er argument. — Admettons, dit Manresa, que le mot « descendants » veuille dire descendants légitimes et descendants naturels reconnus ou légitimés. — Pourrions-nous nous arrêter là ? Les enfants naturels non reconnus et les autres enfants illégitimes ne sont-ils pas aussi des descendants ? La loi ne distinguant pas, on ne doit pas

(1) Castan, t. I, vol. II, p. 357.

Sanchez Roman, t. VI, vol. III, p. 1656.

Valverde, t. V, p. 426.

distinguer. Et, ajoute l'auteur, allons-nous admettre une telle solution ? (1)

2ème argument. — L'art. 843 donne seulement le droit de légitime aux descendants légitimes de l'enfant naturel.

A notre sens, on voit en cela que le Code peut prêter à équivoque.

L'interprète engagé dans cette voie doit rejeter l'argument qui s'appuie sur les articles 940 et 941, car il nous semble certain que le législateur a laissé planer le doute dans ces textes.

Si le législateur n'a pas étendu le droit de représentation aux enfants naturels dans la succession testamentaire, il ne serait pas tout-à-fait illogique de supposer qu'il l'a concédé dans la succession « ab intestat » (2).

(1) Manresa, t. VII, p. 98 et 99.

(2) Manresa, t. VII, p. 97.

Dans le même sens Sanchez Roman, t. VI, vol. III, p. 1656.
Castan, t. I, vol. II, p. 357.

ENFANTS ADULTERINS OU INCESTUEUX, OU
SACRILEGES. PRIVE DE TOUT DROIT
SUCCESSORAL.

Art. 845. — Les enfants illégitimes n'ayant pas qualité de naturels, n'auront droit qu'à des aliments.

L'obligation de celui qui doit les fournir se transmettra à ses héritiers et subsistera jusqu'au jour où les enfants auront atteint leur majorité. Si les enfants sont incapables, l'obligation sera maintenue tant que durera leur incapacité. — En Espagne, le problème concernant l'opportunité de concéder un droit de succession aux enfants adultérins s'était posé dans les termes suivants :

Pourquoi ne pas suivre un système plus en harmonie avec l'ensemble des dispositions du droit espagnol, transformant en légitime, plus ou moins étendue, la créance alimentaire de l'enfant adultérin, incestueux ou sacrilège ?

Un auteur, M. Alonso Martinez (1) a répondu que « le droit aux aliments et le droit à la légitime sont deux formes distinctes d'un seul et iden-

(1) El Código civil en sus relaciones con las legislaciones forales.

tique devoir, celui de mutuelle assistance entre père et enfant ».

La légitime a un caractère de perpétuité, alors que l'obligation aux aliments présente un caractère temporaire. Du moment que le devoir d'assistance se satisfait aussi bien sous l'une ou l'autre forme, pourquoi priver le législateur de la liberté de les combiner comme bon lui semble ? L'établissement d'une créance d'aliments pour des enfants adultérins, incestueux ou sacrilèges se trouve donc bien justifié.

PERSONNES OBLIGÉES A FOURNIR DES ALIMENTS.

L'obligation de fournir ou assurer les aliments appartiendra au frère ou à la mère dont la paternité a été révélée volontairement ou par une déclaration judiciaire.

Et si l'enfant illégitime a été reconnu par ses père et mère, qui doit remplir cette obligation ?

D'après Scaevola ce sera le père qui, le premier, doit être tenu de payer (1). Cependant cette solution nous semble fort douteuse car il n'y a dans la loi aucun texte qui puisse être invoqué à son appui.

Cette obligation est transmissible des père et mère illégitimes à tous leurs héritiers. Il n'y a pas lieu de distinguer entre les diverses catégories d'héritiers descendants, ascendants, conjoint, collatéraux; légitimes, c'est à tous que devra se transmettre cette obligation (2).

CALCUL DE LA PENSION.

Il faut tenir compte de l'importance de la succession (3) et des besoins de l'enfant adultérin (4).

(1) Scaevola, t. XIV, p. 800.

(2) Manresa, t. VI, p. 514. Sanchez Roman, t. VI, vol. II, p. 929.

En sens contraire, Scaevola, t. XIV, p. 815.

(3) Manresa, t. VI, p. 512.

(4) Sanchez Roman, t. VI, vol. II, p. 932.

Dans quelles successions devra-t-on appliquer l'article 845 ?

L'article 845 se trouve placé dans la succession testamentaire. Est-ce que, dans la succession ab intestat, les enfants adultérins, incestueux ou sacrilèges ne pourront pas réclamer des aliments ? Il n'y a point de doute que ce texte s'appliquera aussi quand le testateur mourra ab intestat (1).

(1) Dans ce sens, Sanchez Roman, t. VI, vol. II, p. 933.
Sens contraire, Scaevola, t. XIV, p. 829.

SUCCÉSSION « AB INTESTAT » DES COLLATÉRAUX

Dans le Code civil espagnol il y a lieu de distinguer entre les collatéraux privilégiés (frères et sœurs et leurs descendants) et les collatéraux ordinaires, c'est-à-dire plus éloignés :

a) *Collatéraux privilégiés.*

Le « du *cujus* » n'a laissé que des collatéraux privilégiés et son conjoint.

Les frères et sœurs ou leurs enfants prendront la moitié de la succession en pleine propriété et l'autre moitié en nue propriété. Le conjoint recevra une moitié en usufruit. (Art. 953 et 837)

S'il n'y a que des collatéraux privilégiés, ils recevront, à eux tous, la totalité de la succession. (Art. 946.)

Le partage s'effectuera à parts égales si les enfants sont tous du même lit. Au cas où ils sont de lits différents, les germains prendront le double de la part revenant aux utérins ou aux consanguins (Art. 949). Comme nous venons de le voir, les collatéraux privilégiés n'exclueront donc pas les utérins ou les consanguins.

(Dans l'ancien droit, la règle contraire était admise (1).

(1) Manresa, t. VIII, p. 122.

Supposons par exemple que Primus meurt laissant une succession de 100.000 francs à partager entre un frère germain, Secundus, et trois consanguins Tertius, Quartus et Quintus.

On doit commencer par compter Secundus pour deux têtes puis l'on divisera les 100.000 francs en cinq. Chaque frère consanguin recueillera donc 20.000 francs et Secundus 40.000 francs (1).

Dans l'ancien droit espagnol le « Fuego Réal » et « las Partidas » admettent pour la dévolution de la succession aux utérins et consanguins le principe paterna, paternis; materna, maternis et ordonnent de faire le partage par moitié entre les deux lignes pour les acquêts (2).

Toutes ces distinctions sont abolies par le code de 1889. L'article 950 dispose que, si le « de cujus » ne laisse que des frères utérins ou consanguins, on divisera la succession en parties égales. S'il n'y a pas de frères germains ou consanguins, ou d'enfants issus de ces frères, on partagera la succession entre les autres collatéraux sans tenir compte du double lien (3). (Voir art. 954.)

Qu'est-ce que cela veut dire sinon que s'il existe des enfants issus des frères, germains ou consanguins, on devra prendre en considération le double lien (4).

(1) Manresa, t. VIII, p. 122.

(2) Manresa, t. VII, p. 121.

(3) On appelle double lien la parenté du côté du père conjointement avec la parenté du côté de la mère.

(4) Manresa, t. VII, p. 123, Tribunal Supremo, 17 janvier 1891, référence.

Supposons par exemple que le « de cujus » laisse plusieurs neveux et nièces issus de frères germains et consanguins. Devra-t-on attribuer aux enfants des frères germains prédécédés une part double ?

Dans le sens de l'affirmative, on invoque l'article 927, qui déclare : il est nécessaire de distinguer, suivant que le « de cujus » laisse un frère en concours avec des enfants issus de frères prédécédés ou des petits-neveux seulement.

Dans la première hypothèse, le Code admet le droit de représentation en vue d'éviter que les frères puissent être lésés au cas où il y aurait un grand nombre de neveux dans l'une des branches. (Art. 927.)

Dans le second cas s'il n'y a que des enfants issus de frères prédécédés du « de cujus » la représentation ne jouera pas. Les petits-neveux succéderont de leur chef. (Art. 927.)

b) *Collatéraux ordinaires.* — Le système du Code civil relativement aux collatéraux non privilégiés est assez simple. L'article 954 porte : « S'il n'y a pas de frères ou d'enfants issus de frères ou de conjoint survivant, les autres parents collatéraux viendront à la succession.

L'héritage doit se partager sans distinction de ligne et sans préférence entre les collatéraux en vertu du double lien.

Comme nous venons de le voir, la distinction entre les deux lignes et les privilèges du double lien ne sont pas admis par le Code.

Dans l'ordre des colatéraux ordinaires, le principe de la proximité du degré doit être appliqué (Art. 921.) (1).

Aux termes de l'article 955, les parents au delà du sixième degré ne succèdent pas. Nous considérons cette disposition édictée par le législateur comme très heureuse car il est incontestable, qu'au delà d'un certain degré, les relations de parenté s'effacent (1). Mais il ne faut pas croire que c'était là le motif qui a déterminé le législateur à réduire la successibilité au sixième degré. A notre sens, cette réduction résulte du fait que le Code a appelé à la succession les établissements de bienfaisance et d'instruction.

Ici il y a lieu d'examiner un point qui a été discuté devant le « Tribunal Supremo ». Les neveux se trouvent au même degré que l'oncle du « de cujus » et cependant les premiers seuls ont le droit d'exclure le conjoint.

Il y a là une solution qui a été critiquée par un auteur (2) alléguant que cette disposition faisait échec au principe de réciprocité. On a même soutenu devant le « Tribunal Supremo » qu'on devrait assimiler les oncles aux frères en vue de leur donner la préférence établie dans l'article 952 sur le conjoint étant donné que les uns et les autres se trouvent au même degré de parenté.

Cette demande n'a pas été admise par le « Tri-

(1) Manresa, t. VII, p. 134. Valverde, t. V, p. 431.

(1) Manresa, t. VII, p. 134.

(2) Barrachina, cité par Castan, t. VII, p. 359.

bunal Supremo » qui a déclaré que le conjoint passera avant tous les collatéraux autres que les frères, sœurs ou descendants issus de ces derniers (3).

(3) Dans ce sens Castan, t. I, vol. II, p. 359. Tribunal Supremo, 20 mars 1920.

SUCCESSION AB INTESTAT DU CONJOINT

Droits successoraux du conjoint survivant avant le Code civil. — Dans notre ancien Droit « las Partidas » (1), continuant la tradition du droit romain n'appelait le conjoint à la succession du prédécédé que dans le cas où celui-ci ne laissait aucun parent.

Ce système fut modifié par la loi de Mostrenco de 1835. La réforme réalisée par cette importante loi consistait à donner un droit de succession au survivant quand le prédécédé ne laissait pas de collatéraux (2).

Le Code civil a élargi ce droit de succession.

Quotité des droits du conjoint survivant. — Cette quotité varie suivant les cas.

— Le défunt laisse les collatéraux privilégiés. L'époux survivant, nous l'avons vu, ne sera pas entièrement exclu de la succession, car il aura droit à la moitié des biens en usufruit. (Art. 837.)

S'il n'y a pas de collatéraux privilégiés. Le Code attribue la propriété de tous les biens de la succession au conjoint survivant non divorcé (Art. 952).

(1) L. 6^e tit. 13. Part VI.

(2) Sanchez Roman, t. VI, vol. III, p. 1665.

— Le défunt laisse des enfants ou des ascendants légitimes ou des enfants naturels.

Aucun article du Code ne règle les droits « ab intestat » du conjoint dans l'une quelconque de ces hypothèses.

De là, on conclut à l'exclusion de l'époux (3).

Cependant dans la pratique (4) cette solution a été rejetée.

La majorité des auteurs estiment qu'il ne faut voir qu'un oubli dans le silence gardé par le Code (1).

On trouve une preuve incontestable de cette allégation dans le livre de Alonso Martinez (2).

M. Alonso Martinez, Président de la Commission chargée de rédaction du Code civil, nous apprend de quelle manière on s'était mis d'accord pour donner en tous cas au conjoint, avec ou sans testament, indépendamment du testateur et en vertu de la loi, un droit d'usufruit égal à la légitime des enfants ».

En outre nous pouvons citer la « Base dix-sept » où l'on peut constater la coexistence de l'usufruit du conjoint dans la succession testamentaire comme dans la succession « ab intestat ».

Il nous semble évident que l'interprète ne doit

(3) Scaevola, t. XIV, p. 617.

(4) Manresa, t. VIII, p. 132, résolution, 14 juin 1894.

(1) Scaevola, t. XIV, p. 620.

Sanchez Roman, t. VI, vol. III, p. 1666.

Castan, t. I, vol. II, p. 360.

(2) El Código Civil en sus relaciones con las legislaciones forales.

pas se laisser influencer par les erreurs matérielles qui peuvent se glisser dans le Code. En conséquence, dans la succession « ab intestat » on doit appliquer au conjoint, en concours avec les descendants ou les ascendants légitimes ou les enfants naturels, les règles édictées pour la succession testamentaire. (Articles 834, 836, 837 et 846.)

La question qui ne s'était jamais posée devant le « Tribunal Supremo » d'Espagne a été résolue par une espèce de « Tribunal Supremo » de Cuba (3) du 13 mars 1903 dans le sens de l'affirmative.

(3) A Cuba se trouve en vigueur le Code Civil espagnol de 1889.

L'ETAT

A défaut de collatéraux au sixième degré la succession est acquise à l'Etat (art. 956).

En désignant comme héritiers à la place de l'Etat, les établissements de bienfaisance et les établissements sociaux, le législateur de 1889 a introduit une heureuse innovation car ces établissements répondent à un but de solidarité sociale.

La controverse soulevée en France sur la nature des droits héréditaires de l'Etat est tranchée par le Code civil Espagnol dans le sens que l'Etat doit être considéré comme un héritier. (Art. 957.)

L'Etat doit donc être déclaré héritier par l'autorité judiciaire (Art. 958). Le Code détermine que les établissements appelés à succéder seront soumis aux mêmes droits et obligations que les autres héritiers (Art. 957).

La Loi range les différents établissements en plusieurs ordres ou classes.

En premier lieu viennent en concours les établissements de bienfaisance et les écoles primaires gratuites du domicile du « de cujus ».

Seront appelés à hériter les établissements de bienfaisance et les établissements scolaires de la Province dans l'hypothèse où il n'y a aucun éta-

blissement municipal dans la localité du « de cuius » ou bien si ce dernier avait son domicile à l'étranger (1).

En dernier lieu, viennent les établissements de bienfaisance et les établissements d'enseignement de caractère général.

Comment devra-t-on effectuer le partage ? Le Code ne donne aucune règle. De là on a conclu qu'on devait appliquer l'article 921 (2ème alinéa) et partager également la succession entre les diverses catégories établies par le Code civil (2).

Le « Réal decreto » du 5 novembre 1918 va déterminer la procédure à suivre pour le partage des biens.

Les délégués du Ministère des Finances sont chargés de liquider la succession. Ces biens seront divisés par le Ministère des Finances en deux parts égales : l'une destinée à l'Instruction, l'autre à la Bienfaisance.

Le Ministre de l'Intérieur déterminera les établissements publics de bienfaisance qui doivent recueillir une moitié de l'héritage.

C'est au Ministre de l'Instruction Publique qu'incombe la charge d'assigner l'autre moitié aux établissements publics d'enseignement primaire gratuit.

(1) Manresa, t. VII, p. 145.

(2) Manresa y Navarro, t. VII, p. 146.

APPENDICE

TEXTES DE LA SUCCESSION AB INTESTAT

LIVRE III

Dispositions générales

912. — Il y a lieu à succession légitime :

1° Lorsque le défunt meurt sans testament, ou en laissant un testament nul, ou qui a perdu sa valeur;

2° Lorsque le testament ne contient pas d'institution d'héritier pour tout ou partie des biens, ou ne dispose pas de la totalité de ceux appartenant au testateur. En ce cas, la succession est légitime seulement quant aux biens dont on n'a pas disposé;

3° Lorsque vient à défaillir la condition mise à l'institution d'héritier, ou lorsque ce dernier meurt avant le testateur ou refuse la succession sans avoir de substitué, et sans qu'il y ait lieu à droit d'accroissement;

4° Lorsque l'héritier institué est incapable de succéder.

913. — A défaut d'héritiers testamentaires, la loi défère la succession, selon les règles qu'on verra plus loin, aux parents légitimes et naturels du défunt, à son veuf ou à sa veuve, à l'État.

914. — La disposition relative à l'incapacité de succéder par testament est applicative à la succession *ab intestat*.

De la parenté.

915. — La proximité de la parenté se détermine par le nombre de générations, chaque génération forme un degré.

916. — La série des degrés forme la ligne qui peut être directe ou collatérale.

On appelle ligne directe, celle qui est constituée par la série des degrés entre personnes descendant l'une de l'autre.

Et Collatérale celle qui constitue la série des degrés entre personnes qui ne descendent pas les unes des autres, mais ont une origine commune.

917. — On distingue la ligne directe en descendante et ascendante.

La première unit le chef de famille à ceux qui descendent de lui.

La seconde relie une personne à celles dont elle descend.

918. — Dans les lignes, on compte autant de degrés que de générations entre les personnes, on ne compte pas le père commun,

En ligne directe, on monte uniquement jusqu'à la souche, ainsi le fils est séparé du père par un degré, du grand-père par deux et par trois du bisaïeul.

En ligne collatérale on monte à la souche et on descend ensuite jusqu'à la personne au respect de laquelle on fait le compte, ainsi le frère est à deux degrés du frère; de trois de l'oncle, frère du père ou de la mère, de quatre du cousin germain, et ainsi de suite.

919. — La computation, dont parle l'article précédent, fait loi en toute matière, sauf en celles relatives aux empêchements au mariage canonique.

920. — On appelle double lien, la parenté par le père et par la mère conjointement.

921. — Dans les successions, le parent plus proche exclut le plus éloigné, sauf le droit de représentation dans les cas où il doit avoir lieu.

Les parents, qui sont du même degré, héritent par portions égales, sauf ce que dit l'article 949 sur le double lien.

922. — S'il y a plusieurs parents d'un même degré, et que un ou plusieurs d'entre eux ne veulent pas ou ne puissent hériter, leur part accroîtra aux autres du même degré, sans le droit de représentation quand il doit avoir lieu.

923. — Si la succession est répudiée par le parent le plus proche s'il est seul, ou s'ils sont plusieurs, par tous les parents les plus proches appelés par la loi, ceux du degré suivant héritent en vertu de

leur propre droit, alors même qu'ils ne pourraient représenter le renonçant.

De la représentation

924. — On appelle droit de représentation celui qu'ont le sparents d'une personne, de succéder aux droits qu'elle pourrait avoir si elle vivait, ou si elle pouvait hériter.

925. — Le droit de représentation aura toujours lieu en ligne descendante, mais jamais en ligne ascendante.

En ligne collatérale, il n'aura lieu qu'en faveur des enfants des frères, qu'ils soient le double lien ou d'un seul côté.

926. — Toutes les fois qu'on hérite par représentation, le partage de la succession se fait par branches, de façon que le ou les représentants ne reçoivent pas plus de la succession que le représenté, s'il existait.

927. — S'il reste des enfants de un ou de plusieurs frères du défunt, ils hériteront par représentation s'ils sont en concours avec leurs oncles. Mais s'ils sont seuls, ils hériteront par portions égales.

928. — On ne perd pas le droit de représenter une personne parce qu'on a renoncé à sa succession.

929. — On ne peut représenter une personne vivante qu'en cas d'exhérédation ou d'incapacité.

DE L'ORDRE DE SUCCESSION
DANS LES DIFFÉRENTES LIGNES

De la ligne directe descendante

930. — La succession appartient, en premier lieu, à la ligne directe descendante.

931. — Les enfants et leurs descendants succèdent à leurs père et mère et autres ascendants, sans distinction de sexe ou d'âge alors même qu'ils sont issus de différents mariages.

832. — Les enfants du défunt héritent en vertu de leur droit propre, ils se partagent la succession par portions égales.

933. — Les petits-enfants et autres descendants héritent par droit de représentation, et si un d'eux était mort, laissant plusieurs héritiers, la part lui revenant se diviserait entre eux par portions égales.

934. — Si le défunt laisse des enfants, et des descendants d'autres enfants décédés, les premiers hériteront en vertu de leur droit propre, les autres par représentation.

De la ligne directe ascendante

935. — A défaut d'enfants ou de descendants légitimes, les ascendants du défunt hériteront de lui et excuseront les collatéraux.

936. — Le père et la mère, s'ils survivent, héritent par parties égales.

Si un seul survit, il recueillera toute la succession de leur enfant.

937. — A défaut du père et de la mère, la succession appartiendra aux ascendants du degré le plus proche.

S'ils sont plusieurs d'égal degré, et de la même ligne, ils partageront la succession par tête, s'ils se trouvent de ligne différente, mais d'égal degré, une moitié appartiendra aux ascendants paternels et l'autre aux ascendants maternels. Dans chaque ligne la division se fait par tête.

938. — La disposition des deux articles précédents ne porte point atteinte aux prescriptions des articles 811 et 812, qui sont applicables aux successions *ab intestat* comme aux successions testamentaires.

Des enfants naturels reconnus

929. — A défaut de descendants et d'ascendants légitimes, la succession appartiendra en totalité aux enfants naturels reconnus et légitimés par lettre du Roi.

940. — Si les enfants naturels ou légitimés concourent avec les descendants d'un autre enfant naturel ou légitimé prédécédé, les premiers héritent en vertu de leur droit propre, les seconds par représentation.

941. — Les droits héréditaires accordés à l'enfant naturel ou légitimé dans les deux articles précé-

dents, se transmettent à sa mort à ses descendants qui viennent par droit de représentation recueillir ses droits dans la succession de leur aïeul.

942. — Dans le cas où il existe des descendants et ascendants légitimes, les enfants naturels ou légitimés ne recueilleront dans la succession que la part accordée par les articles 840 et 841.

943. — L'enfant naturel et le légitimé n'ont pas le droit de succéder *ab intestat* aux enfants et aux ascendants légitimes du père ou de la mère qui l'a reconnu, des derniers ne succèdent pas non plus l'enfant naturel, ni au légitimé.

944. — Si l'enfant naturel ou légitimé meurt sans postérité légitime ou reconnue, le père ou la mère, qui l'aura reconnu, lui succèdera pour le tout; s'ils l'ont reconnu l'un et l'autre et lui survivent, ils hériteront par parts égales.

945. — A défaut des ascendants naturels, la succession de l'enfant naturel ou légitimé appartiendra à ses frères et sœurs naturels, d'après les règles établies pour les frères et sœurs légitimes.

De la succession des collatéraux et des conjoints

946. — A défaut des personnes énumérées dans les sections précédentes, la succession sera dévolue aux parents collatéraux et au conjoint dans l'ordre établi par les articles suivants.

947. — S'il n'y a que des frères germains, ou de double lien, ils hériteront par portions égales.

948. — S'ils sont en concours avec des neveux,

enfants de frères germain, les frères hériteront par tête, les neveux par souche.

949. — Si des frères ou sœurs de père et mère sont en concours avec des utérins ou des consanguins, ils auront une double part dans la succession.

950. — Dans le cas où il n'existe que des frères utérins ou consanguins, tous héritent par égale part, sans distinction des biens.

951. — Les enfants de frères utérins ou consanguins succèdent par tête ou par souche, selon les règles établies pour les frères germains.

952. — A défaut de frères et de neveux, et de leurs descendants, qu'ils soient ou non de double lien, la totalité des biens du défunt appartiendra au conjoint survivant qui n'aura pas été séparé de corps par jugement définitif.

953. — Dans le cas où il y existe des frères, ou des enfants de frère, le veuf ou la veuve aura droit de recueillir, concurremment avec eux, l'usufruit de la part successorale fixée par l'article 837.

954. — En l'absence de frères, de descendants de frère et de conjoint survivant, les autres parents collatéraux recueilleront la succession du défunt.

La succession leur appartiendra sans distinction de lignes, et sans préférence entre eux à raison du double lien.

955. — Le droit de succession *ab intestat* ne va pas au delà du sixième degré de parenté collatérale.

De la succession de l'Etat

956. — A défaut des personnes qui ont droit d'héritier, conformément aux dispositions des sections précédentes, l'Etat héritera, et il distribuera les biens à des établissements de bienfaisance et d'instruction dans l'ordre suivant.

1° Aux établissements de bienfaisance municipale et aux écoles gratuites du domicile du défunt;

2° Aux établissements de même nature de la province du défunt ;

3° Aux établissements de bienfaisance et d'instruction ayant un intérêt général.

957. — Les droits et les obligations des établissements de bienfaisance ou d'instruction, dans le cas de l'article précédent, seront les mêmes que ceux des autres héritiers.

958. — Pour que l'Etat puisse s'emparer des biens héréditaires, il y aura judiciairement une déclaration d'héritier, lui adjugeant les biens à défaut d'héritiers légitimes.

LEGITIME — GENERALITES

DEFINITION DE LA LEGITIME.

L'article 806 du Code Civil espagnol a défini la légitime dans les termes suivants: la légitime est la portion des biens dont le testateur ne peut disposer, la loi la réservant pour des héritiers appelés de ce fait héritiers forcés.

QUELS SONT LES HERITIERS FORCES ?

Dans le Code civil espagnol il y a quatre groupes d'héritiers légitimaires: les enfants et descendants légitimes, les ascendants légitimes, le conjoint survivant, les enfants naturels reconnus, les père et mère naturels (art. 807). Ainsi les frères et sœurs ne sont pas inscrits au nombre des héritiers légitimaires.

NATURE JURIDIQUE DE LA LEGITIME.

En principe le Code civil espagnol considère les légitimaires comme des héritiers (1) (articles 806, 813 et 814). Cependant dans les articles 1062, 815,

(1) Dans ce sens, on peut invoquer l'espèce du tribunal Supremo du 8 février 1898.

832 et 840 2ème alinéa, le Code n'applique pas cette solution dans toute son étendue, car il apporte plusieurs limitations aux principes que nous venons d'énoncer (2).

SYSTEME SUIVI PAR LE CODE POUR LA DETERMINATION DE LA QUOTITE DISPONIBLE.

Les auteurs du Code civil, en vue de faciliter le rapprochement du droit commun et des législations forales (1) avaient élargi la liberté testamentaire. C'est une mesure heureuse car, dans l'an-

(2) *Art. 1062.* — Lorsqu'une chose est indivisible ou qu'elle perdrait beaucoup à être partagée, on pourra l'adjuger à un seul héritier, sauf à lui tenir compte en argent de la différence.

Art. 815. — L'héritier légitimaire à qui le testateur a laissé, pour quelque cause que ce soit, moins que la légitime qui lui appartient, pourra en demander le complément.

Art. 832. — Lorsqu'un bien spécial n'aura pas été attribué pour constituer la « mejora », on le fournira avec les biens héréditaires, en observant autant que possible les règles établies dans les articles 1061 et 1062, pour assurer l'égalité des partages entre héritiers.

Art. 840. — Lorsque le testateur laisse des enfants ou des descendants légitimes et des enfants naturels légalement reconnus, chacun de ces derniers aura droit à la moitié de la quotité revenant à chacun des enfants légitimes n'ayant point de mejora ; cette part se prendra toujours sur le tiers de libre disposition, après qu'on aura prélevé les frais d'enterrement et de funérailles. Les enfants légitimes pourront fournir la part revenant aux enfants naturels en argent, ou en d'autres biens d'après une juste estimation.

(1) Castan, t. I, vol. II, p. 211.

cien droit (2), le testateur qui avait des héritiers forcés ne pouvait disposer que d'une quotité extrêmement faible. Il semble que la voie qui a été suivie par le Code de 1889 n'a pas été la meilleure, car, en réduisant les quotités des héritiers, le législateur n'a pas pu éviter dans de nombreuses hypothèses, que la quotité disponible se voie réduite à une portion très faible, parfois même à rien.

De là, il est impossible de rattacher le Code au système du partage forcé ou à la liberté testamentaire. Au cours de notre exposé, nous allons voir que le Code adopté tantôt l'un, tantôt l'autre système et les applique l'un et l'autre.

LEGITIME DES ENFANTS ET DESCENDANTS LEGITIMES.

Pour la détermination de la légitime des enfants, il faut distinguer deux hypothèses: le « de cuius » n'a pas avantagé l'un de ses enfants ou bien le testateur a fait profiter l'un d'eux de la « mejora ».

Premier cas : le testateur n'a pas avantagé l'un de ses enfants, la légitime sera donc de deux tiers. (Art. 808.)

Deuxième cas : Il y a eu « mejora ». Nous allons distinguer encore selon que le testateur a disposé de la totalité du tiers, hypothèse dans la-

(2) Valverde. t. V, p. 220.

quelle la légitime sera réduite à un tiers, et le cas où il n'y a qu'une « mejora » partielle, hypothèse où le reliquat ira grossir la légitime des enfants.

LEGITIME DES ASCENDANTS LEGITIMES.

Diverses opinions ont été soutenues devant la Commission codificatrice sur le caractère que devrait revêtir la légitime des ascendants. Pour M. Goyena, celle-ci devrait être constituée par un usufruit. M. Albacète ne voulait l'accorder que pour les aliments. M. Pisa Pajares propose d'établir une distinction entre les ascendants pauvres et les ascendants riches pour assigner aux premiers seulement des aliments (1).

Aucune de ces opinions n'a prévalu car le Code accorde aux ascendants la légitime en propriété. A défaut de descendants légitimes sont héritiers de droit les ascendants (art. 807) et leur légitime consistera dans la moitié de la succession (Art. 809).

Trois règles essentielles devront être appliquées dans l'ordre d'ascendants.

1ère règle: la première règle concerne la division par ligne: ainsi le père héritera d'un quart et la mère d'un quart (Art. 810).

2ème règle: La deuxième règle vise la proximité du degré. Par exemple le père exclut l'aïeul

(1) Valverde, t. V, p. 228, 3^{me} édition.

(Art. 810, 2ème alinéa in fine).

3ème règle: La troisième règle sert à résoudre l'hypothèse de pluralité d'ascendants dans les deux lignes. En ce cas, le partage se fera par tête à l'intérieur de chaque ligne.

Supposons par exemple qu'il y ait deux aïeuls dans la ligne paternelle et deux dans la ligne maternelle, chacun héritera du quart de la succession.

LEGITIME DU CONJOINT SURVIVANT

CAS OU LE CONJOINT SURVIVANT N'EST PAS APPELE A LA SUCCESSION DU DEFUNT.

Dans trois hypothèses l'époux survivant ne pourra réclamer son droit de légitime: la nullité du mariage ou l'absence d'inscription au Registre d'Etat civil ou le divorce.

1° Nullité du mariage. — Le conjoint ne succède pas d'après la loi, si le mariage a été déclaré nul. (Arg. par analogie de l'art. 834) (1).

2° Absence d'inscription au Registre d'Etat civil.

Le mariage canonique de même que le mariage contracté « in articulo mortis » doivent être inscrits dans le Registre d'Etat Civil, sinon ils ne produiront aucun effet civil et le survivant ne pourra demander son droit de légitime (2).

Cette solution s'impose si l'on songe que la preuve du mariage ressort seulement des actes du Registre et que, du fait qu'il n'est pas inscrit, ce mariage n'existe pas devant la loi (3).

(1) Manresa, t. VI, p. 443.

(2) Manresa, t. VI, p. 444.

(3) Manresa, même endroit.

3° Divorce. — L'article 834 déclare : « le veuf ou la veuve qui, à la mort de son conjoint ne se trouve pas divorcé, ou l'est par la faute du conjoint défunt, aura droit à une quotité, en usufruit.

Sur ce point il ne faut pas oublier l'alinéa trois de ce même article par lequel le législateur déclare que « si les conjoints étaient séparés par demande de divorce, on attendra le résultat du litige.

QUOTITE DE LA LEGITIME DU CONJOINT SURVIVANT.

Dans la technique du droit espagnol, la détermination de la quotité du conjoint n'est pas un problème aisé à résoudre quand on se trouve en face d'enfants légitimes.

La première question qui se pose est celle de savoir quelle est l'interprétation qui doit être donnée aux mots « enfants légitimes non avantagés » (article 834, 1er alinéa).

Deux systèmes ont été proposés. Suivant la première interprétation, il faudrait toujours mettre de côté le second tiers de l'héritage (mejora); en conséquence, le conjoint ne pourrait exercer ses droits que sur la réserve stricte (1).

Ce système est connu dans la doctrine sous le nom de dividende fixe ou minimum (Scaevola).

(1) On appelle réserve stricte le premier tiers de l'héritage.

Voici les arguments de texte qui ont été invoqués par Morell (1), Lopez R. Gomez (2), Firmat (3) et Lecaroz (4), partisans de ce système.

(1) Estudio sobre el Código Civil Edition 1894.

(2) Tratado teórico legal del Derecho de sucesión.

(3) Estudio sobre el Código Civil Edition 1892.

(4) De la cuota legal en usufructo que a favor, del conyuge viudo establece el vigente Código Civil Edition 1893.

ARGUMENT DE TEXTE MORELL

Premier argument

Le Code a établi une séparation absolue entre le second tiers appelé « mejora » et le premier tiers constitutif de la réserve stricte (Base decimo-sexta articles 782, 806, 808, 813, 814, 815, 816, 819, 824, 831 et 835) car la distinction ne provient pas de la faculté qu'a le testateur de disposer du second tiers, (mejora) ce qui est un simple accident, mais de la nature juridique de ce tiers.

Deuxième argument Morell

La loi ne dit pas que le deuxième alinéa de l'article 834 soit une exception du premier.

Troisième argument Morell

Il semble que, parlant de la réserve des enfants non avantagés, l'article 834 diminue un peu la réserve, diminution qui doit être d'un tiers, car une autre solution équivaldrait à affirmer qu'il y a deux natures distinctes dans le second tiers « mejora ».

Quatrième argument

Argument de texte Lopez R. Gomez.

Le 2ème alinéa de l'article 834 n'est pas une

exception, c'est un éclaircissement et un complément au moyen duquel on fixe le maximum que peut atteindre l'usufruit du conjoint, à la même quotité que celle reçue pour chaque enfant pour sa « légitime stricte ».

Quatrième argument

Argument de texte Firmat.

Dans le Code Civil lui-même se trouve établie, d'après Firmat la distinction entre la réserve *stricte courte* et la réserve *longue* (articles 808, 834 et 835), en plus l'article 1341 établit que la dot obligatoire dont parle l'article précédent (1340) consistera dans la moitié de la réserve rigoureusement présumée.

Sixième Argument

Argument de texte — argument Lopez R. Gomez. — Si, vraiment, la réserve consistait dans les deux tiers de la succession, que le « de cujus » ait ou non disposé du second tiers c'est-à-dire de la « mejora », le législateur n'aurait pas eu besoin d'établir une distinction entre le premier tiers et le second « mejora » pour faire peser l'usufruit sur ce dernier (art. 835). On conclut de cela que s'il est incontestable que la « légitime » n'est pas susceptible d'être grevée, il est évident que la légitime consiste dans les biens du premier tiers.

Passons maintenant aux arguments logiques

(Firmat). Il a été dans la pensée du législateur que la quotité du conjoint augmente ou diminue suivant la quantité des enfants du « de cujus ».

Si l'on considère que les deux tiers représentent la « légitime » des enfants, dans le cas où le « de cujus » n'avantage aucun enfant, l'intention du législateur serait frustrée par le fait que, s'il n'y en avait aucun. — (Lecaroz) Les mots « enfants non avantagés » (no mejorados) employés dans l'article 834 veulent dire privés du second tiers « mejora » parce que le cas le moins fréquent est celui du père avantageant un seul enfant avec la « mejora ». Le plus souvent le testateur les avantage tous en différentes proportions, ou bien n'avantage personne, hypothèse dans laquelle ils se trouveront tous également avantagés, en ce sens que le « de cujus » aurait pu empêcher l'un d'eux d'obtenir quoi que ce soit dans le partage de la « mejora ». En conséquence, est uniquement et peut-être appelé « enfant non avantagé » celui qui n'a rien reçu dudit tiers.

Un autre système diamétralement opposé affirme que la légitime est formée par les deux tiers de l'héritage, à condition qu'il n'y ait pas d'enfant avantagé. S'il y a un enfant partiellement avantagé, la légitime sera composée du premier tiers de l'héritage et du reliquat du second tiers « mejora » dont le testateur n'a pas disposé (1).

Cette opinion a été maintenue par Navarro y

(1) Dividende variable moyen (Scaevola).

Amandi (1) Valverde et Maruri (2) Manresa (3), Scaevola (4), Alcubilla (5) et Garcia Lastra (6). Elle est connue dans la doctrine sous le nom de « dividende variable moyen ».

Valverde y Maruri prétend que les deux tiers de l'héritage sont toujours légitimes, mais que l'un deux se transforme en « mejora » (second tiers) quand le testateur exerce la faculté d'avantages l'un de ses enfants et, si le « de cujus » n'exerce pas cette faculté, ce tiers restera comme « légitime ». Celle-ci existe toujours car elle est créée par la loi, de même que la « mejora » (second tiers) doit son existence à la volonté du « de cujus ».

Enfin un dernier argument émis par Navarro et Maruri a un caractère historique. La tradition du droit espagnol a toujours considéré comme « légitime » tout ce dont le « de cujus » ne peut disposer en faveur d'étrangers.

La deuxième question n'est pas moins délicate, elle se rattache à l'interprétation du mot « égal » employé dans le premier alinéa de l'article 834.

Autrement dit, le problème que nous allons étudier peut être posé dans ces termes. Doit-on

(1) Cuestionario del Código Civil reformado, t. III.

(2) Usufructo vidual y derechos del conyuge viudo en la sucesion del premuerto, Edition 1894.

(3) Comentarios al Código Civil espanol, t. VI.

(4) Código Civil comentado, y concordato, t. XII, Edition épuisée.

(5) Diccionario : anuario del ano 1894.

(6) De la cuota usufructuaria del conyuge viudo conforme al parrafo primero del articulo 834 del Código Civil.

compter le conjoint au nombre des enfants ou non ? Suivant quelques auteurs, la quotité de réserve, une fois fixée, doit être partagée entre les enfants seulement (1) Morelle et Terry (2) ont soutenu cet argument historique.

Le législateur a eu présents à l'esprit les articles 753 et 812 du Code Civil Italien et la Loi 15, titre 2, Livre IV du *Fuero Juzgo*. Il n'a pas suivi évidemment ces précédents qui ordonnèrent que le conjoint fut compté comme un enfant de plus, car si les rédacteurs du Code Civil avaient voulu s'engager dans cette voie, ils l'auraient certainement dit.

Dans ce dernier ordre d'idées, Firmat soutient que la loi n'ordonnant pas expressément que le conjoint soit considéré comme un enfant de plus, il ne doit donc pas l'être.

Scaevola a fourni à l'appui de cette théorie l'argument du texte suivant. On constate l'analogie, dit-il, entre l'article 834 et l'article 840, d'après lequel l'enfant naturel a la moitié de la quotité qui revient à l'enfant légitime et si, en ce cas, il n'est pas licite de considérer l'enfant naturel comme un enfant de plus, à plus forte raison, l'interprétation qui veut faire du conjoint un enfant de plus, doit-elle être rejetée.

Suivant une seconde interprétation, la quotité de la « légitime » doit être partagée entre les enfants et le conjoint (3). Deux opinions vont nous

(1) Diviseur simple (M. Scaevola).

(2) Cité par Sanchez Roman.

(3) Système du diviseur composé (Scaevola).

suffire pour juger la portée de cette thorie: un argument de texte et un argument historique.

MANRESA ET CHARRIT.

Pour obtenir l'égalité dont parle l'article 834, il faut compter le conjoint comme un enfant de plus. Voici d'après ces auteurs le système opposé. Supposons que les deux tiers d'un héritage soient de 36.000 fr. et les enfants au nombre de trois. Si l'on fait le partage entre les enfants, chacun aura 12.000 francs, mais comme il faut donner au conjoint une part « égale » à celle de chaque enfant, il faudrait prendre 4.000 francs à chacun, ce qui ferait qu'ils n'auraient que 8.000 francs et le conjoint 12.000 francs, résultat inadmissible, car il va contre l'article 834 qui veut l'égalité. Si l'on procède d'après le système qui partage les 36.000 francs entre les enfants et le conjoint, en comptant celui-ci comme un enfant de plus, chacun touchera 9.000 frs (quotité égale).

L'article 834 (premier alinéa), serait exactement interprété.

Manresa et Charrin affirment que le *Fuero Juzgo* Ley 15 tit 3^o libro IV et le Code civil italien avaient été pris en considération par les auteurs du Code civil espagnol et comme ces deux législations avaient compté le conjoint comme un enfant de plus, il faut en déduire, que la solution ne peut être autre.

Arrivons à M. Sanchez Roman et à M. Manresa, nous allons constater un fait curieux. Ces deux auteurs, dans une première partie, défendent avec

beaucoup de force les thories du dividende variable moyen et du diviseur composé. Mais quand ils en arrivent aux hypothèses, ils font fléchir leur doctrine en admettant des tempéraments aux deux systèmes, qu'auparavant, on aurait pu croire irréfutables.

L'opinion qui proclame la préférence ou l'emploi exclusif dans *n'importe quel cas* d'une méthode déterminée est vicieuse et exposée à l'erreur (1).

Chez Manresa le spectacle est identique avec la différence que notre auteur prévoyant les reproches qu'on pourrait lui adresser y fait face d'avance, en disant qu'il ne fallait pas voir là une conséquence.

HYPOTHESES.

Un seul enfant ou descendant légitime est en concours avec le conjoint survivant. Cette première hypothèse n'offre aucune difficulté, elle est prévue par le Code dans l'article 834, 2ème alinéa.

Le veuf ou la veuve aura l'usufruit du tiers destiné à la « mejora » s'il n'y a qu'un seul enfant ou descendant. Ce dernier aura la nue propriété jusqu'à ce que l'époux survivant étant mort, l'enfant reçoive l'usufruit de ce tiers.

Prenons une succession de 30.000 francs. L'enfant légitime aura droit à 10.000 frs en pleine propriété et à 10.000 francs en nue propriété. Le con-

(1) Sanchez Roman, t. VI, vol. II, p. 879.

joint aura 10.000 francs en usufruit. La quotité disponible sera de 10.000 francs en pleine propriété.

Voyons l'hypothèse où il y a quatre enfants légitimes et le conjoint. Soit une succession de 30.000 francs. Il n'y a pas eu d'enfant avantagé-mejorado. A chacun des quatre enfants reviendra 4.000 francs par sa légitime qui, multipliés par quatre font 16.000 francs en pleine propriété.

En nue propriété chacun aura 1.000 frs, c'est-à-dire le quart de la part attribuée au conjoint. Celui-ci recueillera donc 4.000 frs. La quotité disponible sera de 10.000 frs.

Ici, M. Sanchez Roman et M. Manresa (1) appliquent le dividende moyen et le diviseur composé. Aucun reproche à faire; ce sera dans l'hypothèse suivante que nous retrouverons certains changements de méthode qui, à notre sens, ne trouvent aucune place dans la technique du Code civil espagnol.

Troisième hypothèse. — Succession 30.000 frs. Quatre enfants légitimes et le conjoint. Le « de cujus » a disposé en faveur de l'un de ses enfants de tout le tiers de la « mejora ».

On partagera le premier tiers seulement entre les enfants et l'on formera une quotité égale en usufruit pour le conjoint. Cette quotité s'exercera sur le tiers de la « mejora ». L'enfant avantagé recevra la nue propriété de ce que le conjoint au-

(1) Sanchez Roman, t. VI, vol. 2, p. 882. Dans le même sens, Manresa, t. VI, p. 475.

ra en usufruit et, en plus, la pleine propriété du deuxième tiers, déduction faite de l'usufruit du conjoint (1).

A chacun des quatre enfants pour sa « légitime » reviendront 2.500 frs en pleine propriété qui, multipliés par quatre, font 10.000 francs; l'enfant avantagé recevra avec la totalité de la « mejora » 7.500 en pleine propriété et 2.500 frs en nue propriété. Le conjoint pour sa légitime aura en usufruit 2.500 frs. La quotité disponible sera de 10.000 frs. Dans ce cas, Sanchez Roman et Manresa (2) se déclarent partisans du dividende fixe et du diviseur simple. Voilà la première inconséquence (3).

Soit une succession de 30.000 francs. Quatre enfants dont l'un a été avantagé de la moitié du tiers de l'héritage et le conjoint.

Chaque enfant aura pour sa « légitime » 2.500 francs du premier tiers et 1.250 francs de ce qui reste du second tiers dont le testateur n'a pas disposé, soit pour chacun d'eux 3.750 francs qui, multipliés par quatre, feront 15.000 francs en pleine propriété.

(1) Sanchez Roman, t. VI, vol. II, p. 884. Dans le même sens, Manresa, t. VI, p. 475.

Voir pour une conception toute opposée l'excellent ouvrage « Derecho Civil Espanol y Foral », de M. Castan.

(2) Ob. loc. cit.

(3) Dividende fixe 10.000 : $\frac{4}{2.500}$ Diviseur simple.

Ce que la doctrine classique aurait dû admettre pour être logique avec elle-même.

Dividende fixe 10.000 : $\frac{5}{5}$ Diviseur composé.

À l'enfant ou descendant légitime pour sa « mejora » de la moitié du tiers de l'héritage, en tenant compte de la quotité de l'époux, reviendront en pleine propriété 1.250 francs et la nue propriété des biens adjugés en usufruit au conjoint, soit 3.750 francs. Au survivant pour sa légitime: 3.750 francs. La quotité disponible sera alors de 10.000 francs (1). Ici encore nous relevons une nouvelle exception en faveur du dividende fixe et du diviseur simple.

Nous avons dit que M. Manresa tente de sauver la situation. Etudions donc ses arguments qui, étant donné les difficultés de la matière, sont assez difficiles à saisir.

Notre auteur; après nous avoir convaincu qu'il faut *appliquer* dans l'interprétation de l'article 834 le dividende variable moyen et le diviseur composé ajoute ces mots : « dans l'application de l'article 834 on doit tenir compte des articles 813 et 835 ».

Considérer le conjoint comme un enfant de plus, c'est porter atteinte au tiers de « légitime stricte » des enfants, on violerait ainsi les articles 813 et 835; on devrait donc changer de méthode toutes les fois que le reliquat libre du tiers de la « mejora » serait inférieur à la quotité de chaque enfant dans sa « légitime stricte » (2).

(1) Sanchez Roman, t. VI, vol. 2, p. 885. Manresa dans le même sens, t. VI, p. 475.

(2) Manresa, t. VI, p. 473.

Succession 36.000 francs. Deux enfants, dont l'un a été

En regardant de près on peut voir aisément que, si la méthode varie, nous obtenons aussi l'égalité de quotepart entre les enfants et le conjoint, sans qu'il en soit besoin de faire entrer celui-ci comme un participe dans le diviseur.

Dans tous les cas où il y a « mejora », pour permettre au conjoint de concourir comme un enfant de plus, s'il n'y a que deux enfants, il faut que le testateur n'ait disposé que d'une moitié ou au moins du tiers de l'héritage, des deux tiers s'il y a trois enfants, des trois quarts s'ils sont quatre, et ainsi de suite.

Or, comme nous l'avons dit, il faut que le restant libre du tiers de la succession soit supérieur ou égal à la quotité de chaque enfant dans la « légitime » stricte (1). En arrivant à cette limite, nous pouvons choisir entre deux méthodes distinctes. La première consiste à diviser entre les enfants seulement la légitime stricte (2) unique qui doit leur revenir et de laquelle ils ne peuvent pas être dépouillés et on devra donner au conjoint une quotité égale qui doit être imputée tout d'abord dans le reliquat du tiers de la « mejora » et, s'il

avantagé de 7.000 francs, sont en concours avec le conjoint. Le reste libre du tiers de la « mejora » sera donc de 5.000 fr. inférieur à la quotité moitié de chaque enfant dans sa « légitime stricte », car chacun d'eux aura dans celle-ci 6.000 fr.

(1) Voir exemple antérieur.

(2) Voyons l'hypothèse où il y a deux enfants légitimes en concours avec le conjoint et où l'un d'eux a reçu 7.000 fr. dans le tiers de la « mejora ». Soit une succession de 36.000 francs. Légitime stricte 12.000 francs. Chaque enfant recevra 6.000 francs par sa légitime stricte.

n'y a pas assez sur la « mejora expresse », en laissant la nue propriété à l'enfant avantagé.

L'autre méthode (1) consiste à diviser seulement entre les enfants la « légitime » qui résulte du tiers seul ou du tiers et résidu — et payer au survivant une quotité égale en l'imputant sur la « mejora » expresse. Ce dernier système a comme limite pour le conjoint le montant de la « mejora expresse » car si sa portion excède ce montant, il va falloir retrancher une certaine somme aux enfants dans le résidu du tiers de la « mejora » en altérant ainsi l'égalité (2), il serait nécessaire de faire appel à la première méthode qui, pour être la plus sûre, est la plus acceptée.

Examinons l'hypothèse du conjoint survivant en concours avec un ascendant et un enfant naturel. Soit une succession de 30.000 francs. L'ascendant a une réserve d'une moitié de la succession en pleine propriété (art. 809). Il aura donc 15.000 francs. Le conjoint aura l'usufruit du tiers des biens, soit 10.000 Frs (art. 836 1er alinéa).

L'enfant naturel verra sa légitime réduite à $\frac{2}{12}$ en pleine propriété et $\frac{1}{12}$ en nue propriété (art. 836).

En conséquence, il aura 5.000 francs en pleine propriété et 2.500 francs en nue propriété (art.

(1) Même hypothèse que dans le cas antérieur et montant de la légitime stricte et du résidu du tiers de la mejora

$$17.000 : 2 = 8.500$$

(2) Continuation de l'exemple antérieur. L'égalité serait altérée, car si l'on donne 8.500 francs au conjoint, les enfants ne recevraient plus 8.500 francs.

841). Remarquons que le Code fait ici échec à la liberté de tester.

Supposons qu'il y a concours de l'époux survivant avec un enfant légitime et un enfant naturel. Prenons une succession de 30.000 francs. L'enfant légitime prendra 10.000 francs en pleine propriété et 10.000 francs en nue propriété. (Art. 834, 1er alinéa).

Le conjoint a l'usufruit du tiers des biens (art. 834, 2ème alinéa). Il prendra 10.000 francs en usufruit.

L'enfant naturel a droit à la moitié de ce qui revient à l'enfant légitime (art. 840). Il recevra donc 5.000 francs en pleine propriété et 5.000 en usufruit.

Voici l'hypothèse dans laquelle se trouve l'époux survivant en face des deux enfants légitimes, dont l'un a été avantagé de la totalité du tiers ou « mejora » et d'un enfant naturel.

Soit une succession de 30.000 francs.

Le conjoint a l'usufruit des $\frac{2}{12}$ (art. 834, 1er alinéa). Il prendra donc 5.000 francs.

L'enfant légitime, avantagé du tiers de la « mejora » aura droit pour sa « légitime » à $\frac{2}{12}$ et pour sa « mejora » à $\frac{4}{12}$ de la succession, il aura $\frac{2}{12}$ en usufruit (art. 808, 2ème alinéa). Il prendra donc 5.000 francs en pleine propriété pour sa légitime. Pour sa mejora, il prendra 5.000 francs en pleine propriété et 5.000 francs en nue propriété.

L'enfant légitime non avantagé aura droit à

2/12 en pleine propriété. Il recevra donc 5.000 francs.

En application de l'article 840, l'enfant naturel aura la moitié de ce qui revient à l'enfant légitime non avantagé. Il prendra $1/2 = 2.500$ francs.

La quotité disponible sera de 7.500 francs en pleine propriété.

HYPOTHESE DU RAPPORT.

Arrivons maintenant à l'hypothèse où l'époux survivant est en concours avec des enfants qui devront rapporter à la masse héréditaire les biens reçus « de cujus » pendant sa vie.

L'article 1035 que l'héritier, appelé avec d'autres légitimaires à une succession, devra rapporter à la masse héréditaire les biens qu'il aurait reçus du « de cujus » pendant sa vie en dot, en donation ou à tout autre titre gratuit, afin de déterminer sa part dans le calcul de la réserve et de la masse, avec les exceptions prévues par les articles 1036 et 1042 (1) inclus, 1044 (2); 1045 (3);

(1) *Art. 1036.* — Le rapport n'aura pas lieu entre les héritiers à réserve si le donateur l'a prescrit expressément ou si le donataire refuse la succession, à moins que la donation ne soit réductible comme excessive.

Art. 1037. — Ce qui a été laissé par testament n'est pas sujet à rapport, à moins que le testateur n'en ait disposé autrement et en laissant toujours la réserve intacte.

Art. 1038. — Lorsque les petites-enfants succèdent à leur aïeul par représentation de leur père et qu'ils se trouvent concourir avec les oncles ou leurs cousins, ils rapportent tout ce que leur père, s'il vivait, aurait dû rapporter, même s'ils n'en ont pas hérité. Ils rapporteront également ce qu'ils au-

raient reçu du défunt pendant sa vie, à moins que le testateur n'ait prescrit le contraire. Dans ce cas, on devra respecter sa volonté, si elle ne porte pas atteinte à la réserve des cohéritiers.

Art. 1039. — Les père et mère ne seront pas obligés de rapporter à la succession de leurs ascendants ce que ces derniers auraient donné à leurs enfants.

Art. 1040. — Les donations faites à l'époux de l'enfant ne seront pas non plus soumises au rapport ; toutefois, conjointement aux deux époux, l'enfant sera obligé de rapporter la moitié de la chose donnée.

Art. 1041. — Ne seront pas sujets à rapport les dépenses d'aliments, d'éducation, de soins de maladie — alors même que ces dépenses seraient extraordinaires — d'apprentissage, d'habillement ordinaire, ni les cadeaux d'usage.

Art. 1042. — Ne sont pas soumises au rapport, à moins que le père ne le prescrive ou qu'elles ne portent atteinte à la réserve, les dépenses faites pour donner aux enfants une profession libérale ou artistique ; toutefois, en procédant au rapport, on retranchera ce que l'enfant aura dépensé en vivant à la maison et avec ses parents.

(2) *Art. 1044.* — Les présents de nocce consistant en joyaux, vêtements et trousseau ne sont pas réduits comme excessifs, à moins qu'ils n'excèdent le dixième ou plus de la quotité disponible par testament.

(3) *Art. 1045.* — Il n'y a pas lieu de rapporter en nature, ni de partager les choses reçues en donation ou en dot, mais seulement leur valeur au temps de la donation ou de la dot, alors même qu'on ne les aurait pas estimées.

Art. 1047. — Le donateur prendra en moins dans la masse héréditaire autant qu'il aura reçu ; ses cohéritiers prélèveront l'équivalent autant que possible en biens de même nature, espèce et qualité.

Art. 1048. — Lorsque les prescriptions de l'article précédent ne peuvent pas être suivies et que les biens donnés sont des immeubles, les cohéritiers auront le droit d'être indemnisés en argent, ou en valeur mobilière du montant de l'estimation, et s'il n'y a ni deniers, ni valeurs dans la succession, on vendra par voie d'enchères publiques d'autres biens en quantité suffisante. Lorsque les biens donnés seront meubles, les cohéritiers auront droit seulement à être indemnisés par d'autres meubles de la succession estimés à leur juste prix et laissés à leur libre choix.

1049 (1) et avec les effets établis par les articles 1047, 1048 et 1049.

b M. Sanchez Roman s'appuie sur ce texte pour accorder au conjoint survivant les bénéfices du rapport (2).

Voyons l'hypothèse où il y a le conjoint survivant en concours avec des enfants nés de deux ou plusieurs mariages antérieurs du « de cujus ».

L'article 839 prévoit cette hypothèse et ordonne que l'époux exerce son usufruit sur le tiers de libre disposition (3).

Cette règle se justifie par elle-même; il n'y a aucun motif pour faire peser l'usufruit du conjoint des secondes noces, sur la réserve des enfants du premier lit (4).

Celle-ci doit être étendue sans aucun doute aux petits-enfants issus d'un enfant légitime (5).

Si la loi détermine la masse sur laquelle s'exercera le droit d'usufruit, le texte reste muet en ce qui concerne le mode de calculs; il ne nous semble pas douteux qu'il faille étendre, par analogie, le texte de l'article 834, 1^{er} alinéa (6).

Succession 30.000 francs.

(1) *Art. 1049.* — Les fruits et les intérêts des biens sujets à rapport ne sont dus à la masse héréditaire que du jour de l'ouverture de la succession. Pour en fixer la valeur, on les comparera aux rentes et produits des biens héréditaires de même nature que ceux qui sont rapportés.

(2) Sanchez Roman, t. VI, vol. 2, p. 886.

(3) Sanchez Roman, t. VI, vol. 2, p. 886.

(4) Sanchez Roman, t. VI, vol. 2, p. 890.

(5) Sanchez Roman, t. VI, vol. II, p. 888.

(6) Sanchez Roman, t. VI, vol. II, p. 888, 889 (art. 839).

Lorsque le défunt laisse quatre enfants légitimes nés de deux mariages précédents et son conjoint, sans qu'il y ait d'enfants avantagés dans le second tiers.

Les quatre enfants légitimes, pour leur réserve, se partageront également les deux tiers de l'héritage (art. 808). Chaque enfant recevra donc en pleine propriété 5.000 francs.

Le conjoint prendra pour sa réserve une quotité égale en usufruit à la réserve de chaque enfant légitime, soit 5.000 francs.

CONVERSION DE L'USUFRUIT DU CONJOINT.

— Art. 838.

Les héritiers pourront payer au conjoint sa portion, soit en lui assurant une rente viagère, soit en lui donnant le produit de biens déterminés, soit en lui versant un capital en espèces, après s'être mis d'accord et en vertu d'un mandat judiciaire.

Un auteur, M. Planas (1) a soutenu que l'article 838 avait pour but de conserver au conjoint le rang et la position dont il jouissait pendant le mariage.

Il nous semble que ce n'est pas là la véritable intention du législateur. Ici, comme en France, c'est plutôt le désir d'éviter des critiques pour la création d'un usufruit qui a déterminé le législateur à suivre cette voie.

(1) Planas, t. II, p. 37.

Cette disposition a été accueillie favorablement par la doctrine (1).

Qui doit demander la conversion de l'usufruit du conjoint ?

Le droit de demander la conversion revient aux héritiers naturels (2), lesquels ne pourront la demander qu'antérieurement au partage.

Il ne semble pas douteux que la faculté qu'ont, en principe, les héritiers, de demander la conversion soit subordonnée à l'acceptation par le conjoint du mode de paiement proposé par eux.

S'il y a désaccord, l'autorité judiciaire décidera (Art. 838).

En cas d'assignation de produits de biens déterminés, le juge aura à se prononcer sur la quotité, sur la forme et sur les droits, laissés aux héritiers, d'administrer les biens, car il est certain que l'étendue de ces droits doit varier suivant la nature même des biens.

Le juge a donc un pouvoir d'appréciation extrêmement étendu (3).

Le deuxième alinéa de l'art. 838 (4) soulève une controverse entre les auteurs sur le point de savoir quelle devrait être la garantie à fournir par les héritiers.

(1) Sanchez Roman, t. VI, vol. II, p. 1069.

(2) Sanchez Roman, t. VI, vol. II, p. 1068.

Tribunal Supremo. 28 mars 1924.

(3) Gaceta del Notariado, t. 48, p. 692, année 1899.

(4) Tant que la conversion ne s'est pas effectuée, tous les biens de la succession seront affectés au paiement de l'usufruit du conjoint.

D'après une opinion, le conjoint, par le fait même qu'il a une légitime et qu'il possède un droit réel d'usufruit n'aurait besoin d'aucune garantie.

La loi hypothécaire (1) actuelle contredit cette doctrine en accordant au conjoint le droit de demander une annotation préalable au Registre de la Propriété.

LEGITIME DES ENFANTS NATURELS GENERALITES

Le législateur a fait preuve sur ce point d'un esprit de sage mesure (2).

Entre deux systèmes extrêmes, celui qui n'accorde aux enfants naturels que des aliments, et le système qu'un jurisconsulte espagnol, M. Alonso Martinez qualifie de « sentimental », exigeant l'égalité des droits de l'enfant naturel et de l'enfant légitime, la loi a montré évidemment un esprit de conciliation (3).

Le Code Civil de 1889 a effacé la distinction qu'avait connue l'ancien droit espagnol entre les successions paternelle et maternelle. (ley 9a titulo XIII de la partida 6a). Cette innovation ne date pas du Code Civil actuellement en vigueur.

(1) Loi hypothécaire, art. 42, n° 6.

(2) Scaevola, t. XIV, p. 747. Nous renvoyons pour la détermination de l'enfant naturel à la thèse de M. José Carciente : « De la Condition juridique de l'Enfant naturel simple en Droit comparé » (p. 124-144), Paris 1929.

(3) Scaevola, ob. cite, t. XVI, p. 744.

En 1851, Garcia Goyena, dans ses « Apendices à los Concordancias, motivos y comentarios » au projet de 1851 (1), s'était élevé contre la distinction admise par l'ancien droit entre l'héritage paternel et l'héritage maternel. On doit suivre, dit cet auteur, le Code Civil français et les autres Codes modernes qui ont aboli cette différence.

AU PROFIT DE QUI EST ETABLIE LA LEGITIME ?

Les enfants naturels auxquels la loi accorde un droit de légitime sont les enfants naturels légalement reconnus (art. 840 et suiv.) et — par assimilation à ces derniers, — ceux qui ont été légitimés par concession royale (Art. 844).

Les droits de légitime accordés à l'enfant naturel se transmettront à ses descendants légitimes (Art. 843) et non pas à ses enfants naturels (arguments à contrario de l'art. 843).

Les descendants légitimes auront la possibilité d'invoquer le droit de représentation en cas de mort de l'enfant naturel. D'après Manresa, il faut en venir à la même solution dans les hypothèses où l'enfant naturel a été déclaré indign ou déshérité (articles 761, 857 et 929) (2).

(1) Ob. cite por Scaevola, t. XVI, p. 751-752.

(2) Manresa, t. VI, p. 497.

QUOTITE DE LA LEGITIME DE L'ENFANT NATUREL.

Premier cas. — Concours d'un enfant légitime et d'un enfant naturel. — L'enfant naturel aura une quotité égale à la moitié de celle qui reviendra à l'enfant légitime non avantagé. — Voilà pour la formule du Code (art. 840).

L'enfant légitime recueillera donc les $\frac{2}{3}$ de la succession et l'enfant naturel le $\frac{1}{3}$. Tous les legs seront donc annulés. Les défenseurs du dividende fixe ont tiré parti de cette hypothèse.

Si l'on considère la légitime, ont-ils dit, comme composée d'un tiers, l'anomalie disparaîtra, car l'enfant naturel n'ayant qu'un sixième, le testateur aura de quoi disposer.

Il n'est pas douteux qu'en admettant cette théorie, on ne pourrait pas plus sauver le principe, car, même en ce cas, la quotité disponible se verrait réduite à un sixième (1).

Deuxième cas. — Le « de cujus » laisse un enfant légitime et un petit-fils issu de celui-ci, en concours avec un enfant naturel. Ici, le testateur peut conserver la liberté de tester en avantageant avec la totalité du tiers de l'héritage son petit-fils. Prenons par exemple une succession de 30.000 francs.

L'enfant légitime: 10.000 francs;

Le petit-enfant avantagé: 10.000 frs;

(1) Sanchez Roman, t. VI, vol. II, p. 906.

L'enfant naturel: 5.000 frs;
Quotité disponible: 5.000 frs.

Troisième cas. — Supposons qu'il y ait plusieurs enfants naturels en concours avec des enfants légitimes et que la quotité disponible ne suffise pas à payer la *légitime* des enfants naturels. Ils ne pourront pas invoquer la règle édictée par l'article 840 : « l'enfant naturel aura comme quotité la moitié de celle qui correspond à l'enfant légitime », car l'exception apportée par ce même texte s'y oppose (1).

Quatrième cas. — Reprenons le cas d'une succession de 30.000 francs. Supposons un enfant légitime en face du conjoint survivant et d'un enfant naturel.

L'enfant légitime aura 10.000 en pleine propriété et 10.000 en nue propriété.

Le conjoint 10.000 en usufruit et l'enfant naturel 5.000 en pleine propriété et 5.000 en nue propriété.

La doctrine s'est peu souciée de cette hypothèse. M. Scaevola (2) n'en parle pas et M. Manresa (3) ne s'en occupe guère.

C'est M. Sanchez Roman (4) qui a fourni la solution que nous venons d'énoncer. A notre sens, elle doit être adoptée car il n'y a pas une autre solution plus conforme au Code (art. 840).

(1) Foro Espanol, t. II, p. 340.

(2) Scaevola, t. XIV, p. 748.

(3) Manresa, t. VI, p. 507.

(4) Sanchez Roman, t. VI, vol. II, p. 906.

Cinquième cas. — Concours de deux enfants légitimes dont l'un a été avantagé avec la totalité de la *mejora* et deux enfants naturels.

Soit 30.000 francs de biens laissés par le défunt. L'enfant légitime avantagé prendra 5.000, de légitime et 1.000 par la « *mejora* ».

L'enfant légitime non avantagé aura 5.000 de légitime. La légitime de chaque enfant naturel sera donc de 2.500. La quotité disponible se verrait réduite à 5.000.

Sixième cas. — Concours d'un ascendant légitime et d'un enfant naturel.

Soit 30.000 francs de biens laissés par le défunt.

L'ascendant légitime prendra (art. 836): 15.000 francs;

L'enfant naturel (art. 841): 7.500 francs;

Quotité disponible: 7.500 fr.

Le législateur en suivant la loi de « Basse » avait voulu que la quotité des enfants naturels fût supérieure dans ce cas, mais il n'a pu atteindre son but (1).

Voici comment s'est exprimée la Base 16 :

Les enfants naturels reconnus auront droit à une portion héréditaire qui ne doit jamais excéder la moitié de ce qui revient à chaque enfant légitime, mais on pourrait l'augmenter s'il n'y avait que des ascendants. Il est certain que la règle que nous venons de citer n'est pas observée si l'on compare l'hypothèse antérieure à celle-ci (2).

(1) Scaevola, t. XVI, p. 763.

(2) Scaevola, t. XVI, p. 764.

Concours d'un enfant naturel et d'un enfant légitime. — Soit 30.000 francs de biens laissés par le défunt.

L'enfant légitime prendra 20.000 francs.

L'enfant naturel: 10.000 francs.

Septième cas. — Concours de deux ascendants légitimes au même degré père et mère d'un enfant naturel.

Supposons 30.000 francs de biens laissés par le défunt.

Le père prendra par sa légitime 7.500 francs;

La mère: 7.500 francs;

L'enfant naturel: 7.500 francs;

Quotité disponible: 7.500 francs.

Quel criterium le législateur a-t-il voulu suivre? Il est difficile de le déterminer.

L'hypothèse que nous venons d'exposer montre que le législateur n'a pas voulu non plus empêcher qu'on puisse attribuer à l'enfant naturel une part égale à celle qui correspondrait à chacun de ses grands-parents (1).

Huitième cas. — L'enfant naturel vient en concours avec des collatéraux ordinaires. Il recueillera alors comme légitime le tiers de la succession (art. 842).

Cette quotité est fixe elle ne variera pas suivant le nombre des enfants naturels.

(1) Sanchez Roman, t. VI, vol. II, p. 896.

LIMITATION A LA LEGITIME DE L'ENFANT NATUREL.

Le législateur apporte à la légitime de l'enfant naturel plusieurs limitations :

1° La légitime d'un enfant naturel ne doit pas être supérieure ni même égale à celle d'un enfant légitime.

2° La légitime des enfants naturels ne pourra être prise que dans la quotité disponible. Elle ne doit pas excéder celle-ci (1).

Manresa explique cette dernière limitation en disant : les enfants légitimes ayant les deux tiers de la succession, il restera le tiers de la quotité disponible pour les enfants naturels. Si le nombre des enfants légitimes est égal au nombre des enfants naturels, ceux-ci pourront recevoir approximativement leur part. Mais, dans le cas où le nombre des enfants naturels excède celui des enfants légitimes, les calculs du législateur deviennent impossibles à effectuer. De là, les termes de l'article 840 « en tant que la part de l'enfant naturel puisse entrer dans la quotité disponible a ». La part dont l'enfant naturel a droit se prendra toujours sur le tiers de libre disposition, après qu'on aura prélevé les frais d'enterrement et de funérailles (art. 840).

La plupart des auteurs (2) ont critiqué le Code

(1) Manresa y Navarro, t. VI, p. 513.

(2) Scaevola, t. XVI, p. 760 ; Sanchez Roman, t. VI, vol. II, p. 910.

pour avoir édicté la règle que nous venons d'énoncer. A notre sens, les commentateurs sont allés un peu loin dans leurs reproches. Si la règle générale est qu'on paie les dépenses des funérailles sur la quotité disponible (3) pourquoi s'étonner que l'enfant naturel se trouve lésé s'il doit exercer son droit de légitime sur ce tiers.

On s'élève contre cette obligation parce qu'on n'a envisagé qu'une hypothèse: un enfant légitime et un enfant naturel. Mais si l'on songe au cas de deux enfants légitimes et d'un enfant naturel on pourra constater que, à la vérité, ce ne sera pas l'enfant naturel qui paiera (art. 840).

Le Code aurait-il pu imposer également cette obligation aux enfants légitimes ? C'est là une toute autre question qui n'a aucun rapport avec ce qui est dit dans l'article 840 (2).

MODE DE PAIEMENT.

La loi a décidé que l'enfant légitime pourra payer sa légitime à l'enfant naturel en argent ou en d'autres biens de la succession. Un auteur (3) a conclu de là que la légitime de l'enfant naturel était une dette de la succession.

(1) Manresa, t. VI, p. 504.

(2) Manresa, t. VI, p. 504. Voir en sens contraire Sanchez Roman, t. VI, vol. II, p. 910.

(3) Modesto Falcon, Revista de los Tribunales, t. XXI, p. 10, année 1890.

Cette opinion n'a eu aucun écho dans la doctrine. Les commentateurs du Code se sont orientés dans un autre sens, ils ont vu dans le 2^{ème} alinéa de l'article 840 le désir du législateur d'éviter les contestations entre les enfants légitimes et les enfants naturels (1).

Ce droit dont jouissent les enfants légitimes n'a pas été donné aux ascendants ni aux collatéraux car les articles 841 et 842 ne parlent pas de cette autorisation.

(2) Manresa, t. VI, p. 502 ; Castan, t. I, p. 289 ; Sanchez Roman, t. VI, vol. II, p. 912.

APPENDICE CODE CIVIL ESPAGNOL. --- Livre
III. --- Titre III.

DE L'HEREDITE

1. — *De la capacité pour succéder par testament ou sans testament.*

744. — Pourront succéder par testament ou « ab intestat » ceux qui n'ont pas été déclarés incapables par la loi.

745. — Sont incapables de succéder :

1° Les enfants morts-nés, en comprenant dans cette qualification les personnes désignées en l'article 30.

2° Les associations ou corporations que la loi ne permet pas.

746. — Les églises et les chapitres ecclésiastiques, les députations provinciales et les provinces, les conseils municipaux et les communes, les établissements hospitaliers, ceux de bienfaisance et d'instruction publique, les associations autorisées et reconnues par la loi et les autres personnes juridiques peuvent acquérir par testament, en se soumettant aux dispositions de l'article 38.

747. — Si le testateur a disposé de tout ou partie de ses biens pour des prières et œuvres pieuses en faveur de son âme, sans rien déterminer et

sans spécifier l'application, les exécuteurs testamentaires vendront les biens et distribueront leur valeur, ils donneront la moitié à l'évêque, pour qu'il l'emploie aux prières indiquées et aux intentions et besoins de l'Eglise, et l'autre moitié au gouverneur civil du lieu, pour les établissements de bienfaisance du domicile du défunt et, à défaut, pour les établissements de la province.

748. — L'institution faite en faveur d'un établissement public, sous condition ou avec charge, ne sera valable que si elle est approuvée par le gouvernement.

749. — Les dispositions faites en faveur des pauvres en général, sans désignation de personnes ni de lieu, s'interpréteront comme limitées à ceux du domicile du testateur au moment de sa mort, s'il n'est pas évident que sa volonté ait été autre.

La désignation des pauvres et la distribution des biens se fera par la personne désignée par le testateur et à défaut par les exécuteurs testamentaires, s'il n'y en a pas, par le curé, l'alcade et le juge municipal qui trancheront à la majorité des voix les questions qui se présenteront.

Il en sera de même lorsque le testateur aura disposé de ses biens en faveur des pauvres d'une paroisse, ou d'une cité déterminée.

750. — Toute disposition en faveur d'une personne incertaine est nulle, à moins qu'un événement ne puisse la rendre certaine.

751. — La disposition faite en faveur des parents

du testateur s'entend comme faite en faveur de ceux du plus proche degré.

752. — Ne produiront pas d'effet les dispositions testamentaires que fait le testateur pendant sa dernière maladie en faveur du prêtre qui l'a confessé, ou de ses parents jusqu'au 4ème degré, ou de son église, de son chapitre, de sa communauté ou de son institut.

753. — De même, ne produira pas d'effet la disposition testamentaire, faite par un pupille en faveur de son tuteur, avant l'approbation définitive du compte, encore que le testateur ne meure qu'après cette approbation.

Seront néanmoins valables les dispositions faites par le pupille en faveur du tuteur qui est son ascendant, son frère sa sœur ou son conjoint.

754. — Le testateur ne peut disposer de tout ou partie de sa succession en faveur du notaire qui reçoit son testament, ou de son épouse, de ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré, sauf l'exception établie en l'art. 682.

Cette prohibition est applicable aux témoins du testament public authentique, avec ou sans notaire.

Ces dispositions sont aussi applicables aux témoins ou aux personnes devant lesquelles se dressent les testaments spéciaux.

755. — Sera nulle la disposition testamentaire en faveur d'un incapable, qu'elle soit dissimulée sous l'apparence d'un contrat à titre onéreux ou

qu'elle soit faite au nom d'une personne interposée.

756. — Sont incapables de succéder pour cause d'indignité :

1° Les parents qui abandonneraient leurs fils, prostitueraient leurs filles ou attenteraient à la pudeur;

2° Celui qui aurait été condamné judiciairement pour attentat contre la vie du testateur, de son époux, de ses ascendants ou descendants.

Si l'offenseur était héritier à réserve, il perdra son droit même à sa réserve;

3° Celui qui aurait accusé le testateur d'un délit que la loi punit d'une peine afflictive, si l'accusation est déclarée calomnieuse;

4° L'héritier majeur qui, sachant la mort violente du testateur, ne l'aurait pas dénoncée à la justice, dans le délai d'un mois, lorsque des poursuites n'auront pas été exercées d'office.

Cette défense cessera dans le cas où, d'après la loi, l'obligation d'accuser n'existe pas;

5° Le condamné judiciairement pour adultère avec la femme du testateur;

6° Celui qui, par menace, fraude ou violence, aurait obligné le testateur à faire ou à modifier son testament;

7° Celui qui, par les mêmes moyens, empêcherait une personne de faire un testament, de révoquer celui qu'elle a fait, ou qui falsifierait, cacherait ou altérerait un autre, postérieur.

757. — Les causes d'indignité cessent de produire

effet si le testateur les connaissait au moment où il a fait le testament, ou si, les ayant connues depuis, il les a pardonnées dans un acte public.

758. — Pour apprécier la capacité de l'héritier ou du légataire, on se reportera au moment de la mort de la personne dont on règle la succession.

Dans les cas des n° 2, 3 et 5 de l'art. 756, on attendra que la sentence définitive ait été prononcée, et dans celui du n° 4, l'achèvement du mois indiqué pour la dénonciation.

Si l'institution ou le legs furent conditionnels, on attendra en outre le temps nécessaire à l'accomplissement de la condition.

759. — L'héritier ou le légataire, qui meurt avant que la condition s'accomplisse, ne transmet aucun droit à ses héritiers alors même qu'il survit au testateur.

760. — L'héritier ou le légataire, qui meurt avant que la condition s'accomplisse, ne transmet aucun droit à ses héritiers alors même qu'il survit au testateur.

760. — L'incapable de succéder qui, malgré la prohibition des articles précédents, se serait mis en possession des biens héréditaires, serait tenu de les restituer ainsi que leurs accessoires, et les fruits et rentes qu'il aurait perçus.

761. — Si l'exclu de la succession pour incapacité est le fils, le descendant du testateur, et qu'il ait des enfants légitimes, ces derniers acquerront son droit à la réserve.

L'exclu n'aura ni l'usufruit, ni l'administration

des biens dont ses enfants héritent pour ce motif.
762. — On ne peut intenter d'action pour faire déclarer l'incapacité cinq ans après le moment où l'incapable est entré en possession de la succession ou du legs.

DE LA LEGITIME

806. — La légitime est la portion de biens dont le testateur ne peut disposer, la loi la réservant pour des héritiers appelés pour cela héritiers forcés.

807. — Sont héritiers légitimaires.

1° Les enfants et ascendants légitimes par rapport à leurs parents et ascendants légitimes.

2° A défaut des précédents, les parents et ascendants par rapport à leurs enfants et descendants légitimes.

3° Le veuf ou la veuve, les enfants naturels légalement reconnus et leur père et mère, en la manière et mesure établies par les articles 834, 835, 836, 837, 840, 841, 842 et 843.

Les deux tiers de l'avoir successoral du père et de la mère constituent la légitime des enfants et descendants légitimes.

Néanmoins, ils pourront disposer de l'un des deux tiers formant la légitime des parents et ascendants. Ils pourront disposer de l'autre moitié, sauf ce qui est édicté par l'art. 836.

810. — La légitime attribuée aux parents se divi-

sera entre eux, en deux parts égales: si l'un d'eux est mort, le survivant recevra le tout.

Lorsque le testateur ne laisse ni père, ni mère, mais des ascendants d'un même degré dans les lignes paternelle et maternelle, la succession se divisera par moitié entre les deux lignes. Si les ascendants sont de degré différent, elle appartiendra en totalité aux ascendants les plus proches de l'une ou de l'autre ligne.

811. — L'ascendant, qui hérite de son descendant de biens, acquis à titre gratuit d'un autre ascendant ou d'un frère, est obligé de respecter les droits qui seraient acquis en vertu de la loi, au profit des parents jusqu'au troisième degré appartenant à la ligne d'où viennent les biens.

812. — Les ascendants succèdent, par exclusion de toutes autres personnes, aux biens donnés par eux à leurs enfants et descendants, morts sans postérité, lorsque les objets donnés existent dans la succession. S'ils ont été aliénés, ils succèdent à toutes les actions que le donataire pouvait avoir de ce chef, au prix, s'ils ont été vendus, et aux biens qui les remplacent, s'ils ont été permutés ou échangés.

813. — Le testateur ne peut priver ses héritiers de leur légitime que dans les cas expressément fixés par la loi.

De même il ne pourra leur imposer ni charge, ni condition, ni substitution d'aucune espèce, sauf ce qui est dit pour l'usufruit du veuf.

814. — L'omission d'un ou de tous les héritiers à

légitime en ligne directe, qu'ils fussent vivants lors de la rédaction du testament, ou qu'ils soient nés depuis sa mort, annulera l'institution d'héritier, mais les legs et les avantages légitimaires vaudront en tant qu'il ne sont pas excessifs.

L'omission du veuf ou de la veuve n'annulera pas l'institution, mais celui qui aura été omis, conservera les droits que lui accordent les articles 834, 835, 836 et 837 de ce Code.

Si les héritiers légitimaires omis meurent avant le testateur, l'institution produira son effet.

815. — L'héritier légitimaire à qui le testateur a laissé, pour quelque cause que ce soit, moins que la légitime qui lui appartient, pourra en demander le complément.

816. — Toute renonciation ou transaction au sujet de la légitime future, entre celui qui la doit et ses héritiers légitimaires est nulle, et ces derniers pourront la réclamer à son décès; mais ils devront tenir compte de ce qu'ils auront reçu pour la renonciation ou transaction.

817. — A la demande des héritiers légitimaires, les dispositions testamentaires qui diminuent la légitime seront réduites dans la mesure où elles sont sans valeur et excessives.

818. — Pour fixer la légitime, on considérera la valeur des biens laissés à sa mort par le testateur, en déduisant les dettes et charges, sans y comprendre celles qui ont été imposées par le testament.

A la valeur nette des biens héréditaires, on a-

jouera celle de toutes les donations rapportables du même testateur au moment où il les a faites.

819. — Les donations faites aux enfants, mais non à titre de majora, s'imputeront sur la légitime.

Les donations faites aux étrangers s'imputeront sur la portion dont le testateur pouvait librement disposer par cet acte de dernière volonté.

En tant qu'elles sont excessives et dépassent la quotité disponible, on les réduira d'après les règles des articles suivants.

820. — Après avoir fixé la légitime conformément aux deux articles précédents, on fera la réduction comme suit :

1° On maintiendra les donations, si on peut fournir la légitime en réduisant ou en annulant s'il est nécessaire les legs faits dans le testament.

2° Leur réduction se fera entre eux au prorata sans aucune distinction.

Si le testateur a prescrit de payer certains legs préférablement aux autres, il ne subira de réduction qu'après avoir employé les autres à fournir la légitime.

3° Si le legs consiste en un usufruit ou une rente viagère dont la valeur paraît supérieure à la portion disponible, les héritiers légitimaires auront à choisir entre l'accomplissement de la disposition testamentaire, et l'abandon au légataire de la partie de la succession dont le testateur pouvait disposer librement.

821. — Lorsque le legs sujet à réduction consiste en un fonds d'un partage difficile, ce fonds restera au légataire si la réduction ne dépasse pas la

moitié de la valeur; et, en cas contraire, il sera attribué aux héritiers légitimaires; les uns et les autres devront respectivement s'indemniser en argent.

Le légataire, qui a droit à la légitime, pourra retenir tout le fonds, du moment où sa valeur n'est pas supérieure à l'importance de la portion disponible et de sa part dans la légitime.

822. — Si les héritiers légataires ne veulent pas user du droit que leur accorde l'article précédent, celui qui n'en a pas la possession pourra en user; s'il refuse de même, on vendra le fonds en vente publique, à la diligence de l'un des intéressés.

DES MEJORAS OU AVANTAGES LEGITIMAIRES (1)

823. — Le père et la mère pourront disposer, en faveur de l'un ou de quelques-uns de leurs enfants ou ascendants, d'un des deux tiers formant la légitime.

Cette portion se nomme mejora.

824. — On ne pourra grever la « mejora » de charges autres que celles établies en faveur des enfants légitimes et de leurs descendants.

(1) Nous avons renoncé à suivre pour toute cette partie la traduction de M. A. Levé : Code Civil Espagnol, traduit et annoté, Paris 1880, car il est certain que le mot « mejora » ne peut pas être traduit par « préciputs ».

« La mejora est essentiellement un avantage ne pouvant être prélevé que sur la masse réservée aux héritiers légitimes, tandis que le préciput, étant ce que l'enfant reçoit en plus de sa part de réserve stricte, peut tout aussi bien provenir de la quotité de libre disposition. Dans le droit Espagnol, si l'on suppose trois enfants, il peut arriver, la succession se divisant en trois parties, comme on sait, qu'un enfant ne reçoive que sa portion stricte de réserve, soit un tiers ou le $\frac{1}{9}$ du total ; le second, au contraire, son $\frac{1}{9}$, plus le tiers de la « mejora », soit les $\frac{4}{9}$ du total ; le troisième enfant, enfin, son $\frac{1}{9}$, plus le tiers de quotité disponible, soit les $\frac{4}{9}$ aussi du total. On doit dire que ce dernier a reçu le tiers de la quotité disponible en *préciput* ; on ne pourrait pas le dire pour l'enfant qui a eu l'un des deux tiers de la réserve, car « mejora » et *préciput* sont choses bien différentes à tous points de vue. Je souscris aux affirmations transcrites ». (« Essai sur les mejoras ou avantages légitimes dans le Droit Espagnol Ancien et Moderne », George de Lacoste).

825. — Aucune donation entre vifs, pure et simple ou avec charges en faveur d'enfants ou de descendants qui ont droit à la réserve, ne se qualifiera de « mejora » si le donateur n'a pas manifesté expressément sa volonté d'avantager.

826. — La promesse d'avantager ou de ne pas avantager, faite par acte public dans une contrat de mariage, sera valable.

La disposition du testament, contraire à cette promesse, ne produira point d'effet.

827. — La mejora, bien qu'exécutée par la délivrance des biens, sera révocable, à moins qu'elle n'ait été constituée par contrat de mariage ou en vertu d'un contrat à titre onéreux conclu avec un tiers.

828. — Le legs ou l'avantage fait par le testateur à un de ses enfants ou descendants, ne sera considéré comme mejora que si le testateur a déclaré expressément sa volonté et s'il ne dépasse pas la portion libre.

829. — La mejora pourra se composer d'un bien déterminé. Si sa valeur excède le tiers destiné à la mejora et la portion de réserve revenant à l'avantagé, ce dernier devra indemniser en argent les intéressés.

830. — La faculté de faire un avantage légitimaire ne peut se confier à autrui.

831. — Nonobstant la disposition de l'article précédent, on pourra valablement convenir dans un contrat de mariage que, si un des conjoints meurt

intestat, le veuf ou la veuve, qui n'a pas sconvolé en secondes noces, peut distribuer selon sa prudence les biens du défunt et donner, sur eux, une mejora aux enfants communs, sans préjudice des réserves et des avantages légitimaires constitués pendant la vie du défunt.

832. — Lorsqu'un bien spécial n'aura pas été attribué pour constituer la mejora on le fournira avec les biens héréditaires, en observant autant que possible les règles établies dans les articles 1061 et 1062, pour assurer l'égalité des partages entre héritiers.

833. — L'enfant ou le descendant légitime avantagé pourra renoncer à la succession et recueillir la mejora.

DROITS DE L'EPOUX VEUF

834. — Le veuf ou la veuve, qui, à la mort de son conjoint n'était pas séparé de corps, ou qui l'était par la faute de l'époux défunt, aura droit à une part en usufruit, égale à celle que la réserve donne à chacun de ses enfants ou descendants légitimes non avantagés.

Le veuf ou la veuve aura l'usufruit du tiers destiné à la mejora, s'il n'y a qu'un seul enfant ou descendant; ce dernier aura la nue-propriété jusqu'à ce que, à la mort de l'époux survivant, il la réunisse à l'usufruit.

Si les époux étaient séparés à cause d'une ins-

tance en séparation de corps, on attendra le résultat du procès.

835. — La part héréditaire, assignée en usufruit à l'époux veuf, devra être prélevée sur le tiers des biens destinés à la mejora.

836. — Si le testateur ne laisse pas de descendants, mais des ascendants, le conjoint survivant aura droit à l'usufruit du tiers de la succession.

Ce tiers se prendra sur la moitié dont le testateur pouvait disposer en pleine propriété.

837. — Lorsque le testateur ne laisse ni descendants, ni ascendants légitimes, le conjoint survivant a droit à la moitié de la succession, toujours en usufruit.

838. — Les héritiers pourront fournir au conjoint sa part d'usufruit, en lui assignant une rente viagère et le produit de biens déterminés, ou un capital en argent si on y consent d'un accord mutuel et à défaut, en obtenant une décision judiciaire.

Si cela ne se réalise pas, tous les biens de la succession seront affectés au paiement de la part d'usufruit appartenant à l'époux veuf.

839. — Dans le cas où des enfants de deux ou plusieurs mariages sont en concurrence, l'usufruit, appartenant à l'époux veuf du second mariage, se prendra sur le tiers de libre disposition des parents.

DES DROITS DES ENFANTS ILLEGITIMES

840. — Lorsque le testateur laisse des enfants ou des descendants illégitimes et des enfants naturels légalement reconnus, chacun de ces derniers aura droit à la moitié de la quotité revenant à chacun des enfants légitimes n'ayant point de mejora; cette part se prendra toujours sur le tiers de libre disposition, après qu'on aura prélevé les frais d'enterrement et de funérailles.

Les enfants légitimes pourront fournir la part revenant aux enfants naturels en argent, ou en d'autres biens d'après une juste estimation.

841. — Lorsque le testateur ne laisse ni enfants, ni descendants; mais des ascendants légitimes, les enfants naturels reconnus auront droit à la moitié de la portion disponible de la succession.

Cette disposition ne porte pas préjudice à la réserve de l'époux survivant conformément à l'art. 838, ainsi en cas de concours d'un veuf avec des enfants naturels reconnus, on adjugera à ces derniers, pour compléter leur réserve, des biens en nue-proprieté pendant la vie du veuf.

842. — Lorsque le testateur ne laisse ni descendants ni ascendants légitimes, les enfants naturels reconnus auront droit au tiers de la succession.

843. — Les droits, reconnus aux enfants naturels

dans les articles précédents, se transmettent à leur décès à leurs descendants légitimes.

844. — La part héréditaire des enfants légitimés par lettre du roi sera la même que celle accordée par la loi aux enfants naturels reconnus.

845. — Les enfants illégitimes, qui n'ont pas la qualité d'enfants naturels, n'auront droit qu'à des aliments.

L'obligation de celui qui doit les fournir se transmettra à ses héritiers et subsistera jusqu'à la majorité des enfants illégitimes, et s'ils sont incapables, tant que persistera leur incapacité.

846. — Le droit de succession, que la loi accorde aux enfants naturels, appartient par réciprocité, dans les mêmes conditions, aux pères et mères naturels.

847. — Les donations, que l'enfant naturel a reçues de son père ou de sa mère pendant leur vie, s'imputent sur la réserve.

Si elles excèdent le tiers de libre disposition, on les réduira en la forme prévue par les articles 817 et suivants.

DE L'EXHERÉDATION

848. — L'exhérédation ne pourra avoir lieu que pour une des causes expressément édictées par la loi.

849. — L'exhérédation ne pourra se faire que par

testament, on y indiquera le motif sur lequel elle est fondée.

850. — La preuve du motif d'exhérédation sera à la charge des héritiers si l'exhéréderé en nie l'existence.

851. — L'exhérédation sans indication de cause, ou pour une cause niée, de dont la preuve n'a pas été rapportée, ou pour une cause autre que celles indiquées dans les articles suivants, annulera l'institution d'héritier en tant qu'elle nuit à l'exhéréderé; toutefois les legs, avantages légitimaires et autres dispositions vaudront, en tant qu'ils ne porteront point atteinte à la réserve.

852. — Sont de justes causes d'exhérédation chacun des cas d'incapacité ou d'indignité de succéder énumérés dans l'art. 756 n° 1, 2, 3, 5 et 6.

853. — Sont également de justes causes d'exhérédation des enfants et descendants légitimes ou naturels, en outre de celles énumérées dans l'article 756, n° 1, 2, 3, 5 et 6, les faits suivants :

1° Avoir refusé, sans motif légitime, des aliments au père ou à l'ascendant qui exhérède ;

2° Avoir usé envers lui de mauvais traitements ou l'avoir verbalement injurié gravement;

3° Avoir livré sa fille ou sa petite-fille à la prostitution;

4° Avoir été condamné pour un délit puni de la peine de l'interdiction civile.

854. — Les faits suivants seront de justes causes de déshériter les parents et les ascendants, aussi bien légitimes que naturels, indépendamment de

ceux énumérés dans les n° 1, 2, 3, 5 et 6 de l'article 756;

1° La perte de la puissance paternelle pour les causes indiquées dans l'article 169;

2° Le refus d'aliments à ses enfants ou descendants sans motif légitime;

3° L'attentat commis par le père ou la mère contre la vie de l'autre, s'il n'y a pas eu entre eux de réconciliation.

855. — Indépendamment de ceux désignés dans les n° 2, 5 et 6 de l'article 756, sont de justes motifs d'exhérédation du conjoint:

1° Le fait d'avoir donné lieu à la séparation de corps conformément à l'article 105;

2° Les causes qui donnent lieu à la perte de la puissance paternelle, en vertu de l'article 169;

3° Le refus d'aliments aux enfants de l'autre conjoint;

4° L'attentat contre la vie de l'époux testateur, s'il n'est pas intervenu de réconciliation.

Pour que les causes, qui donnent lieu à la séparation de corps permettent également l'exhérédation, il faut que les deux époux ne vivent pas sous le même toit.

856. — La réconciliation postérieure de l'offenseur et de l'offensé prive ce dernier du droit d'exhérédation, et laisse sans effet l'exhérédation déjà faite.

857. — Les enfants de l'exhédéré prennent sa place et conservent ses droits d'héritier forcé sur la réserve; mais le père exhédéré n'a droit ni à l'usufruit, ni à l'administration des biens qui la composent.

RESERVE DE L'ARTICLE 968

CONCEPT DE LA RESERVE DE L'ARTICLE 968 (1).

Cette réserve peut être définie comme une obligation imposée au conjoint survivant dans deux cas: 1° lorsqu'il contracte ultérieurement une seconde union ou, 2° lorsqu'il a eu pendant son veuvage un enfant naturel reconnu ou déclaré comme tel judiciairement. En vertu de cette obligation, le survivant doit réserver dans chacun de ces cas, au profit des enfants ou descendants du premier lit, les biens acquis à titre gratuit de son épouse prédécédée, de parents de celle-ci ou de l'un de ses enfants du premier mariage (2).

FONDEMENT DE L'INSTITUTION.

On a voulu voir dans cette institution un esprit d'hostilité de l'Eglise contre les secondes noces (3).

(1) Origine de la réserve. — Cette institution procède du droit romain. Etablie pendant la domination justinienne avait dans le droit romain le même sens que dans le droit espagnol actuel. (Codigo de Justiniano, leyes 1a et 2a, titulo IX de secundis nuptis, libro V).

(2) Buron, t. III, p. 172. Valverde, t. V, p. 473.

(3) Febrero Escriche cités par Falcon, t. III, p. 400.

Cette interprétation a été rejetée au lendemain de la promulgation du Code par les premiers commentateurs (1). Ce n'est pas une pénalité imposée au conjoint pour avoir contracté un nouveau mariage. Il ne faut pas voir là une marque d'hostilité, car l'Eglise sanctionne les secondes noces (2).

D'après une autre théorie, la seule justification de cette réserve serait la volonté présumée du conjoint prédécédé.

Cette opinion, de même que celle qui invoque le principe de la conservation des biens dans la famille, ont été rejetées par la plupart des auteurs modernes.

La doctrine actuelle considère cette réserve comme une mesure de protection prise par le législateur en faveur des enfants d'un premier mariage (3).

(1) Lopez R. Gomez, t. V, p. 209.

(2) Falcon, t. III, p. 400.

(3) Castan, vol. II, t. I, p. 376.

Valverde, t. V, p. 471, 3^e édition.

PREMIERE CONDITION.

Il faut qu'il y ait des enfants du premier mariage (1). Une foule de problèmes se trouvent posés autour de cette question. Par exemple, dans le cas où le mariage n'a pas été inscrit dans le Registre d'Etat Civil ou bien s'il y a eu divorce ou séparation de fait, le survivant sera-t-il obligé de réserver ? Reprenons la première hypothèse: le mariage n'a pas été inscrit sur le Registre d'Etat-Civil. Le « Tribunal Supremo », dans une espèce du 16 février 1892 a décidé que cette omission doit préjudicier seulement à ceux qui ont enfreint la loi et non pas aux enfants ou aux descendants. En conséquence, ceux-ci demanderont leur droit de réserve. Dans les deux autres hypothèses, divorce ou séparation de fait, il faut admettre la même solution car, dans le droit espagnol, le divorce ne fait pas disparaître le lien matrimonial (2).

Quid du second mariage nul ? Un auteur a voulu refuser aux enfants leur droit à la réserve en s'appuyant sur le code: un mariage déclaré nul, dit-il, n'a aucun effet, exception faite des cas expressément admis par la loi. De plus, ajoute-t-il, il faudrait donner un sens extrêmement large aux mots « veuf » ou « veuve » qui ne pourront pas é-

(1) Falcon, t. III, p. 339.

(2) Castan, t. I, vol. 2, p. 380.

Manresa, t. VII, p. 198.

Valverde, t. V, p. 474.

tre appliqués à ceux qui ont contracté un mariage déclaré nul (1).

Enfin se pose un dernier argument. Etant donné que l'institution est d'interprétation étroite, il serait plus conforme au Code, dit-on, de déclarer que les enfants nés d'un mariage nul ne pourront réclamer ce droit (2). Dans le sens contraire, on allègue l'article 59 qui fait produire aux mariages nuls certains effets civils par rapport aux enfants.

Si ces enfants peuvent hériter et même roivent être considérés comme héritiers forcés par rapport à leur père, il est évident qu'ils peuvent succéder aux biens réservés (3).

Le Code, en suivant l'ancienne législation espagnole et le droit romain, accorde ce droit aux petits-enfants (article 971).

Le « Tribunal Supremo », par une série d'arrêts, exclut du bénéfice de ce droit les enfants naturels. Il y a notamment l'espèce (articles 944, 941, 943, 946, 808) du 10 juin 1910 qui déclare que le Code a établi une séparation complète entre la famille légitime et celle née en dehors du mariage. C'est d'ailleurs une institution d'interprétation étroite (4).

(1) Valverde cité par Manreoa, t. VII, p. 199.

(2) Manresa, t. VII, p. 199.

(3) Manresa, t. VII, p. 199.

Castan, t. I, vol. II, p. 382.

(4) Buron, t. III, p. 172, Tribunal Supremo, 11 mars 1861.

DEUXIEME CONDITION.

Il faut que les biens aient été acquis du conjoint ou de parents prédécédés ou de parents de celui-ci ou d'enfants communs (art. 968-969) (1).

Le Code signale comme titres d'acquisitions les testaments, la succession *ab intestat* et la donation (art. 939). La loi tient donc compte de l'origine des biens et du titre d'acquisition. Dans l'hypothèse où le survivant acquiert les biens d'enfants communs ou de parents du prédécédé, deux points doivent être signalés:

1°.- L'art. 969 ne distingue pas pour déterminer le moment de l'acquisition: les biens, dit-il, seront réservables même s'ils sont acquis pendant le second mariage (2).

2°.- Les biens acquis d'un petit-enfant ne seront pas soumis à la réserve, le Code ne parlant pas d'eux et le texte étant d'interprétation étroite (3).

Le législateur apporte deux exceptions aux principes que nous venons d'exposer:

1.- Ne sont pas réservables les biens donnés ou laissés par l'enfant à son père qu'il saurait remarié.

2.- Ne sont également pas réservables les acquêts. Le législateur pouvait se dispenser d'indiquer la deuxième exception car il est certain que

(1) Falcon, t. I, p. 339.

(2) Tribunal Supremo, 25 janvier 1914.

(3) Valverde, t. V, p. 417, troisième édition.
Manresa, t. VIII, p. 217, édition 1901.

le conjoint ne doit pas être tenu à réserver la moitié des acquêts auxquels il a droit.

Le mot « parents » dont parle l'art. 968 ne vise que ceux qui setrouvent au sixième degré, car ce degré marquait la limite signalée par le Code civil pour la succession *ab intestat* (1).

(1) Valverde, t. V, p. 476, 3^e édition.

TROISIEME CONDITION.

Il faut que le survivant contracte un nouveau mariage ou qu'il ait un enfant naturel reconnu ou déclaré judiciairement comme tel (1).

Si le second mariage a été déclaré nul, une distinction s'impose.

a) Si le veuf ou la veuve a un descendant de son second mariage, les enfants du premier lit pourront invoquer l'article 980 - par analogie - pour demander la constitution de la réserve (2).

b) S'ils n'ont pas eu d'enfants, les descendants du premier lit ne pourront rien réclamer, car ils se trouveront dans la même situation que si le conjoint était resté veuf.

La condition se rapportant à la naissance d'un enfant naturel est une disposition nouvelle, dans le Code, les secondes nocces, au contraire, étaient déjà admises par l'ancien droit (3).

Cette innovation a soulevé dans la Doctrine une controverse quand l'enfant est reconnu postérieurement à sa naissance par testament. C'est alors qu'on se demande à partir de quel jour il faudra considérer les aliénations comme non-avenues(4). Quelques auteurs ont soutenu ce qui suit: Si l'obligation de réserver, quand il y a des secondes

(1) Falcon, t. III, page 333, articles 968, 969, 980.

(2) De Buen citado, par Castan, t. I, vol. II, p. 380.

(3) Valverde, t. V, page 467, 2^e édition.

(4) Valverde, t. V, page 488, 3^e édition. Manresa, t. VII, page 236. Sanchez Roman, t. VI, vol. 3, page 1887.

noces, produit des effets rétroactifs au jour du prédécès du conjoint, dans ce sens qu'il faut assurer et indemniser les actes postérieurs à la mort de l'époux, de même en cas de reconnaissance d'un enfant naturel, l'obligation de réserver naît avec la reconnaissance, mais ses effets remontent à la date de la reconnaissance de l'enfant.

Supposons que le veuf ait reconnu un enfant naturel dans son testament. Il n'est pas douteux que, jusqu'au jour où le testament produira ses effets, c'est-à-dire jusqu'à la mort du testateur, les garanties données par la loi aux enfants d'un premier mariage ne pourront être demandées (1).

En réalité, il ne s'agit pas ici des garanties car la réserve naîtra et disparaîtra au même instant. En conséquence, les enfants et descendants doivent se limiter à demander les biens réservés. Il y a là une solution regrettable car le conjoint qui a un enfant naturel et qui désire se soustraire aux obligations de garantie imposées par la loi pour assurer les droits des enfants légitimes, n'aura qu'à reconnaître son enfant naturel par testament.

(1) Manresa, t. VII, p. 236.

DROIT DU BENEFICIAIRE DE LA RESERVE

Pour étudier les droits du bénéficiaire à la réserve, nous allons distinguer deux situations: avant la mort de l'obligé à réserver et après son décès.

1.- Avant la mort du conjoint qui doit réserver.

Sur la faculté que peuvent avoir les enfants et les descendants d'aliéner et d'hypothéquer leur droit, il s'est produit des dissidences entre la « Dirección general de los Registros » et le « Tribunal Supremo ». La « Dirección General de los Registros », par deux arrêts que nous allons exposer, avait conclu à l'inaliénabilité et à la non-hypothécabilité de ce droit. Voici ses arguments exposés dans la Résolution du 28 Août 1911. Les droits de réserver reconnus dans les articles 968 et suivants ne pourront être effectifs que le jour de la mort du père ou de la mère qui a contracté une seconde union (article 971).

Avant la mort de l'obligé à réserver, les enfants peuvent faire insérer dans le Registre de la Propriété une note en marge (Article 139 du Règlement de la Loi Hypothécaire). Qu'est-ce que cela prouve sinon que ce droit n'est pas un droit réel ? S'il l'avait été, ce droit serait constaté par une

inscription spéciale et séparée. Que ce droit ne soit pas un droit réel, l'article 191 de la Loi Hypothécaire en fait la démonstration. Si d'autre part le droit était un droit réel il n'aurait pas été garanti par une hypothèque légale. Et puis, dernier argument, il y aurait là un pacte de succession future (1).

Quel a pu être le motif qui a déterminé le Tribunal Supremo à admettre le droit d'aliéner et d'hypothéquer en faveur des enfants ?

Si, d'après la loi, dit le «Tribunal Supremo» (2) existe sans conteste l'obligation pour la veuve remariée de réserver des biens déterminés en faveur des enfants, on ne pourrait établir aucun rapport juridique si, en face d'une telle obligation, n'existait un droit correspondant en faveur des enfants du premier mariage.

Le «Tribunal Supremo» a résolu la question par la question car le problème n'est pas celui de savoir si les enfants ont un droit. A la vérité, ce qu'il faudrait déterminer, c'est l'étendue de ce droit. Cependant «la Dirección general de los Registros» s'est laissé convaincre et, par une résolution du 27 Octobre 1917, elle a admis la solution du «Tribunal Supremo».

II. — *Après le décès de l'époux survivant.*

Le jour de la mort de l'obligé à réserver les enfants succéderont de leur chef et les petits-enfants

(1) Dans le même sens, Résolution du 6 août 1912.

(2) 1^{er} avril 1914.

par représentation. S'il y a des enfants avantagés, ceux-ci prélèveront «la mejora» à laquelle ils ont droit.

Le Code est resté muet sur les améliorations qui auraient pu augmenter la valeur des biens.

Si ces améliorations proviennent de la nature, ce seront les héritiers qui en bénéficieront.

Dans le cas où ces améliorations proviendraient du fait du conjoint, ses héritiers ne pourront réclamer aucune indemnité. Il est à remarquer qu'il pourrait y avoir compensation entre les détériorations subies par les biens et les améliorations (1) (arguments par analogie, articles 487, 488, et 1122 alinéas 5 et 6, et 1123).

(1) Valverde, t. V, pages 489 et 490.
Manresa, t. VII, pages 254 et 255.

DROITS DU CONJOINT OBLIGE A RESERVER

Dans l'ancienne législation espagnole, les droits du conjoint survivant n'étaient pas précisés (1).

Le Code de 1889 n'a pas été plus heureux. C'est pourquoi, à l'heure actuelle, l'on discute encore les théories qui déterminent les droits de l'obligé à réserver.

D'après la première théorie, le conjoint est considéré comme maître absolu des biens réservés (2).

On invoque à l'appui de cette théorie le droit de disposition qu'a le conjoint (art. 674 et 676).

Une seconde conception voit la propriété du droit des enfants (3).

On se base sur ce que les aliénations des immeubles effectuées postérieurement à la reconnaissance ou aux seconds noccs produiront un effet sujet à condition. D'autre part, a-t-on dit, le conjoint doit répondre de toutes les détériorations occasionnées par sa faute ou par sa négligence. De même, le survivant ne pourra répartir les biens soumis à la réserve qu'entre ses enfants, s'ils lui ont survécu.

(1) Exposé des motifs de la loi hypothécaire citée par Manresa, t. VI, p. 237.

(2) Sanchez Roman, t. VI, vol. III, p. 1890.
Manresa, t. VI, p. 238.

(3) Manresa, t. VI, p. 238.

Que sont toutes ces dispositions sinon des limitations aux droits du conjoint ?

Dans ce sens on peut relever une espèce du «Tribunal Supremo» du 1er avril 1914:

Dona Francisca Navarro, devenue veuve, s'était remariée et avait par un acte du 4 juin 1901, constitué la réserve de l'article 968 sur trois maisons sises à Valence.

Son fils Antonio Enrique Navarro s'était endetté. Le créancier de ce jeune homme, Don Eduardo Medrano, se saisit du droit réel que son débiteur avait sur les biens réservés par sa mère.

Dans l'acte de licitation on fit constater que le droit d'Enriquez était soumis à la survie de sa mère.

Dona Francesca Navarro demanda la levée de la saisie car elle se considérait comme propriétaire de ces biens avec la seule restriction de la réserve.

Le «Tribunal Supremo», considérant que l'article 968 du Code civil, en imposant au survivant l'obligation de réserver certains biens pour les enfants du premier lit établit une limitation dans la libre disposition de ces biens a émis les conclusions suivantes:

1° Le conjoint survivant n'a pas la propriété absolue des biens réservés.

2° La saisie, ne portant aucune atteinte au droit réel de Dona Francesca Navarro, doit être maintenue.

Pour être complet nous allons exposer la troisième théorie sur les droits du conjoint, théorie

qui est d'ailleurs rejetée par la Doctrine, à l'heure actuelle. Le conjoint posséderait, d'après cette interprétation, un droit d'usufruit et les enfants (1), une nue propriété.

En ce qui concerne les aliénations que le survivant peut faire, il faut distinguer entre les biens immeubles et les biens meubles (2).

Meubles. — Que ce soit avant ou après le remariage, les aliénations de biens meubles seront toujours valables, sauf indemnisation en faveur des enfants et descendants du premier mariage (art. 976).

Immeubles. — Avant le remariage ou la reconnaissance de l'enfant naturel les aliénations seront valables, sauf indemnisation et abligation d'assurer la valeur de telle aliénation au profit des enfants ou descendants du premier lit (art. 974). La raison de cette règle est que, au moment où cette aliénation s'effectue, l'obligation n'est pas encore née, le veuf ayant, sans aucune limitation, la propriété de ces biens.

Dans le cas où le conjoint aurait contracté un second mariage ou lorsque l'on se trouve en présence de la naissance d'un enfant naturel, une sous-distinction s'impose :

a) S'il n'y a aucun enfant ou descendant légitime du premier mariage les aliénations seront respectées car la réserve est éteinte.

(1) Tribunal Supremo, 11 mars 1861, 22 juin 1885.

(2) Castan, t. I, vol. II, p. 384.

b) S'il y a des enfants ou descendants légitimes il faut rechercher s'ils ont fait constater ou non dans le Registre de la Prouriété la qualité de réservés qu'ont les biens.

Dans la première hypothèse, les aliénations ne produiront aucun effet. En s'appuyant sur l'article 975 du Code les enfants pourront attaquer les aliénations. Dans la seconde hypothèse, si l'acheteur a inscrit son droit dans le Registre de la Propriété, les enfants ne pourront rien réclamer (art. 34 de la Loi Hypothécaire) (1).

Une question assez importante s'était posée devant le «Tribunal Supremo» dans le cas où les enfants qui invoquent le droit de l'article 968 viendraient à succéder à leur père. S'ils acceptent la succession de celui-ci purement et simplement, pourront-ils attaquer les ventes des biens accomplies par leur père ? Le «Tribunal Supremo» s'est prononcé dans le sens de la négative.

(1) Tribunal Supremo, 8 octobre 1910. Il nous semble que cette espèce ne peut être invoquée à l'appui de la solution donnée par M. Castan.

Voici la décision du Tribunal Supremo : Don Isidro Médina, enfant du premier lit de Faustina Médina, demande que soit déclarée nulle l'adjudication de l'immeuble faite au « Posito de Carrion de los Condes » et transmise par celui-ci à Crisanto Huidobro. Le Posito l'avait acquis en paiement d'un emprunt contracté par Faustino. Le Tribunal Suprême considéra que, pour résoudre le problème posé, il fallait partir d'une espèce antérieure où il était reconnu que l'immeuble avait perdu son caractère de réservable parce qu'il avait été adjugé à don Faustino en paiement d'une dette pour les 5/7 de sa valeur.

Il rejeta donc la demande d'Isidro Médina.

Voici l'espèce du 4 juillet 1896. Don Raphaël Serrano avait eu de son premier mariage quatre enfants: Raphoël, Jacinto, José et Manuel. Ce dernier enfant, Manuel, mourut et Don Raphaël Serrano, son père, lui succéda ab intestat acquérant les actions de la mine Poderosa. Don Raphaël se remaria et, quelque temps après, il aliéna les actions. En 1891 mourut Don Raphaël et ses enfants acceptèrent la succession purement et simplement. Dans la suite, ils demandèrent aux acheteurs de tenir l'aliénation effectuée par leur père comme non avenue et de rendre les actions. L'Audience d'Albacète, par un arrêt du 21 Mars 1895, déclara que les actions de la mine de la Société Poderosa héritées par Don Rafael Serrano, dans la succession de son fils, Manuel Serrano, avaient le caractère de biens réservés pour les enfants du premier lit. Comme Don Rafael Serrano s'était remarié, les ventes devaient être déclarées nulles. Le «Tribunal Supremo» invoque le principe suivant: Celui qui hérite de tous les biens du «de cujus» lui succède dans tous ses droits et dans toutes ses obligations.

Manresa qui a étudié cette espèce dans ses commentaires du Code espagnol (1) émet sur ce point les réflexions suivantes. Quand les aliénations sont faites légalement, c'est-à-dire sous la condition résolutoire dont la vente doit être affectée et qui peut découler, soit du Registre de la Propriété, soit de documents divers, l'acceptation

(1) Manresa, t. VII, p. 256.

pure et simple de la succession n'empêchera pas l'exercice de l'action résolutoire par les enfants du premier lit. Cette espèce ne sera pas applicable au cas d'acceptation sous bénéfice d'inventaire car l'article 1023 jouera ici; il ne s'établira pas de confusion entre les biens de l'héritier, lesquels conservent tous leurs droits à la succession et pourront demander la résolution du bien aliéné.

Résumons: si le veuf a vendu le bien sujet à réserve comme un bien personnel, ses enfants, pour exercer l'action résolutoire, devront accepter, sous bénéfice d'inventaire, la succession de leur père, ou bien y renoncer (1).

Plus tard, le «Tribunal Supremo» donna deux solutions confirmant l'arrêt du 4 juillet 1896. Ce sont celles du 1^{er} Février 1900 (2) et du 6 Mai 1907.

(2) Voici l'espèce du 1^{er} février 1900 : Dona Ana-Maria succédant à titre universel à sa mère demande la restitution des biens réservés vendus par celle-ci. Le Tribunal Supremo déclara que, étant héritière de sa mère à titre universel, l'action qu'elle exerçait était incompatible avec les obligations d'éviction et de garantie que les acheteurs pouvaient faire valoir et qui tombaient à sa charge à titre d'héritière universelle.

DROIT D'AVANTAGER UN ENFANT

Le droit donné par le Code au conjoint tenu à l'obligation de la réserve d'avantager l'un de ses enfants sur les biens sujets à réserve a été critiqué par M. Valverde (1).

Cet auteur affirme qu'il n'y a pas de motifs juridiquement valables qui puissent justifier la faculté d'octroyer au conjoint d'avantager l'un de ses enfants. Pourquoi, se demande-t-il, concéder au conjoint un droit sur des biens dont il n'a pas à proprement parler la propriété ?

Dans l'ancien droit, il y a eu controverse sur cette faculté donnée au conjoint survivant d'avantager l'un de ses enfants (2). A en croire à Manresa (3) elle n'était pas admise. Cependant le projet de 1851 l'avait accordée.

Article 972. — Ce texte porte que, en dépit de l'obligation de réserver le père ou la mère remarié, pourra avantager sur les biens réservés n'importe quel enfant ou descendant du premier mariage conformément aux dispositions de l'article 823.

(1) Valverde, t. V, p. 479.

(2) Manresa, t. VII, p. 247.

L'article 972 soulève une question: le conjoint ne pourra-t-il disposer que d'un tiers des biens réservés (art. 823) ou pourra-t-il disposer de la totalité des biens réservés en faveur de l'un de ses enfants ?

On remarque que, si les biens réservés doivent être considérés comme une espèce de légitime des enfants ou des descendants du premier mariage, pour eux il n'y a pas de puotité disponible, en conséquence « la mejora » ne devrait jamais être d'un tiers, mais de la moitié (1).

Cependant si l'on considère que la loi a établi la réserve en faveur de tous les enfants ou descendants sans ordonner que tous jouissent des biens réservés, on pourrait admettre que le conjoint a le droit de donner par la « mejora » la totalité des biens réservés à l'un de ses enfants (2). Il en résulterait, en effet, qu'une institution créée au profit des enfants ou descendants du premier lit serait un moyen de disposer dans l'intérêt d'un seul, des biens qu'autrement les enfants auraient pu avoir dans l'héritage du conjoint survivant.

Comment se fait la « mejora ». La « mejora » pourra être faite soit par contrat soit par testament (art. 823 (3) et 833).

Le « Tribunal Supremo », dans une espèce du

(1) Manresa, t. VII, p. 247.

(2) Valverde, t. V, p. 485.

(3) Art. 823. — Le père ou la mère pourront disposer en faveur de l'un de leurs enfants ou descendants de l'un des deux tiers destinés à légitime. Cette portion s'appelle « mejora ».

21 janvier 1922, a déclaré qu'il faut une manifestation expresse car la loi n'admet pas les «mejoras» tacites (art. 825 et 828).

OBLIGATIONS DU CONJOINT QUI DOIT RESERVER

Les obligations imposées à l'ascendant se trouvent dans le Code civil, le Code de Procédure et la Loi Hypothécaire. Tout d'abord l'article 977 du Code civil déclare que le veuf ou la veuve, au moment du nouveau mariage, fera inventarier tous les biens mis en réserve. Il est certain que le père pourra présenter au juge (art. 1066 Code de Procédure civile) l'inventaire fait lors du partage. Dans le cas où cet inventaire n'aurait pas été fait le père ou la mère doivent en dresser un. Ils devront le faire accompagner de tous les documents dont ils s'étaient servis pour fixer la valeur des biens réservés.

Si ces biens comportent des immeubles, le notaire doit intervenir, et s'il n'y a que des meubles, en cas d'assentiment de tous les héritiers, l'inventaire pourra être fait sous seing-privé (1).

Le Code ne nous dit pas quand doit être terminé l'inventaire.

La loi hypothécaire donne un terme de 90 jours qui doivent être comptés à partir de la cé-

(1) Valverde, t. V, p. 478.

lébration des secondes noces (art. 192 et 193, Loi Hypothécaire).

Pour les immeubles, le Code a établi une seconde obligation à la charge du père ou de la mère qui doit réserver, c'est celle de l'apposition d'une «note marginale» au Registre de la Propriété (art. 977) (2). Cette note marginale établira la qualité de réservés qu'auront ces biens.

La dernière obligation consiste dans l'établissement en faveur des enfants du premier lit d'une hypothèque qui aura pour but de garantir les droits qu'ils pourraient avoir: art. 978. En outre lors de sa seconde union, le survivant sera tenu de garantir par hypothèque:

1° La restitution en nature des meubles non aliénés au moment de son décès, s'il s'agit de paraphernaux ou de meubles dotaux non estimés, ou bien le paiement de leur valeur, si la dot était estimée.

2° Le paiement des dégradations qu'occasionnerait le conjoint soit par sa faute, soit par sa négligence.

3° La restitution du prix reçu pour les meubles aliénés ou la remise de la valeur qu'ils avaient au moment de leur aliénation, si cette aliénation avait été faite à titre gratuit.

4° La valeur des biens immeubles valablement aliénés. On doit remarquer que le législateur a ajouté le quatrième alinéa de l'article 978 pour garantir les enfants contre les aliénations effec-

(2) Manresa, t. VII, p. 231. Valverde, t. V, p. 479.

tuées avant les secondes noces, car pour les ventes des immeubles faites postérieurement, ils verront leurs droits sauvegardés par la note marginale dont nous avons parlé (1) plus haut.

I. — EXTINCTION DE LA RESERVE.

La réserve peut être éteinte:

1° par la mort du conjoint survivant,

2° par le prédécès des enfants ou descendants légitimes issus d'un premier mariage.

3° par le déshéritement ou l'indignité des enfants du premier lit.

4° par la perte des biens réservés.

5° par la renonciation des enfants.

Dans cette dernière cause d'extinction, trois conditions sont nécessaires pour qu'il y ait renonciation: a) il faut que les enfants ou descendants aient atteint leur majorité.

b) il faut que la renonciation soit expresse. Elle doit être formulée dans un document public (2) (art. 280, 4ème alinéa).

c) en troisième et dernier lieu, il faut que le renonçant ait droit aux biens réservés, car, étant donné le caractère conditionnel que ce droit revêt, la renonciation se trouverait soumise à la même incertitude (3).

(1) Valverde, t. VI, p. 480.

(2) Valverde, t. IV, p. 493.

(3) Manresa, t. VII, p. 263.

Que doit-on décider dans l'hypothèse où les descendants du renonçant ont survécu à celui-ci?

Manresa propose une distinction:

a) si les descendants n'ont pas accepté la succession de leur père ou de leur mère, ils pourront demander les biens soumis à la réserve.

b) s'ils l'ont accepté, étant donné que les descendants sont tenus aux mêmes droits et obligations que le «de cujus», les enfants ne pourront rien réclamer (1).

Manresa est resté isolé dans sa doctrine. Actuellement, tous les auteurs (2) ont rejeté cette distinction. L'argument suivant, donné généralement, est assez satisfaisant: les descendants ont droit à la réserve en vertu de la loi; ils ne tiennent pas ce droit de leur père prédécédé.

(1) Manresa, t. VII, p. 264.

(2) Valverde, t. V, p. 494 ; De Buen, Sanchez, Roman, auteurs cités par Castan, t. I, vol. II.

APPENDICE CODE CIVIL ESPAGNOL

DES BIENS MIS EN RESERVE

968. — En outre de la réserve imposée en l'art. 811, le veuf ou la veuve qui contracte un second mariage sera obligé de réserver aux enfants et descendants du premier la propriété de tous les biens qu'il a reçus de son époux défunt par testament, par succession *ab intestat*, donation ou tout autre gratuit, sauf toutefois sa moitié dans les acquêts.

969. — La disposition de l'article précédent s'applique aux biens que le veuf ou la veuve acquiert aux mêmes titres de l'un des enfants du premier lit et à ceux qu'il a reçus des parents du défunt, mais à cause de lui.

970. — Cette obligation de réserver cessera lorsque les enfants d'un mariage, majeurs et ayant droit à ces biens y renonceront, ou lorsqu'il s'agira de choses données ou laissées à leurs père ou mère par des enfants qui les savaient mariés pour la seconde fois.

971. — Cette réserve cessera encore si, au décès du père ou de la mère qui a convolé en se-

condes noces, il n'existe pas d'enfants légitimes du premier mariage.

972. — Pour s'acquitter de cette obligation de réserve, le père ou la mère, marié en secondes noces, pourra donner, par mejora, les biens réservés à l'un des enfants ou descendants du premier mariage, conformément aux dispositions de l'article 823.

973. — Si le père ou la mère n'a pas usé du tout ou en partie de la faculté concédée par l'article précédent, les enfants et descendants légitimes du premier mariage succéderont aux biens, soumis à la réserve, conformément aux règles prescrites pour la succession en ligne descendante, alors même qu'en vertu d'un premier testament ils auraient eu des parts inégales dans la succession du premier décédé des époux, ou qu'ils auraient renoncé ou répudié sa succession.

974. — Les aliénations des biens immeubles, soumis à réserve, faites par le conjoint survivant avant la célébration du second mariage, seront valables, mais il aura l'obligation, dès la célébration, d'en garantir le prix aux enfants et descendants du premier mariage.

975. — L'aliénation des biens immeubles mis en réserve, faite par le veuf ou la veuve après la célébration du second mariage, ne subsistera que s'il ne laisse pas d'enfants ou de descendants légitimes du premier lit; le tout sans préjudice des dispositions de la loi hypothécaire.

976. — Les aliénations de biens meubles, faites avant ou après la célébration du second mariage,

seront valables, mais toujours sauf l'obligation d'indemniser.

977. — Le veuf ou la veuve au moment du nouveau mariage, fera inventarier tous les biens mis en réserve et mentionner sur le registre de la propriété que les immeubles sont mis en réserve, conformément aux prescriptions de la loi hypothécaire; puis estimer les meubles.

978. — En outre, lors de sa seconde union, le veuf ou la veuve sera tenu de garantir par hypothèque:

1° La restitution en nature des meubles non aliénés au moment de son décès, s'il s'agit de paraphernaux ou de meubles dotaux non estimés; ou bien le paiement de leur valeur, si la dot était estimée;

2° Le paiement des dégradations occasionnées ou qu'occasionnerait sa faute ou sa négligence;

3° La restitution du prix reçu pour les meubles aliénés, ou la remise de la valeur qu'ils avaient au temps de leur aliénation, si elle avait été faite à titre gratuit.

4° La valeur des immeubles valablement aliénés.

979. — Les dispositions des articles précédents en cas de second mariage, s'appliquent également aux troisièmes et subséquents.

980. — L'obligation de réserver, imposée par les articles précédents, est applicable au veuf et à la veuve qui, bien que ne contractant pas un nouveau mariage, a pendant son veuvage un en-

fant naturel reconnu, ou judiciairement déclaré
ici.

Cette obligation aura son effet du jour de la
naissance.

RESERVE DE L'ARTICLE 811

GENERALITES

L'institution de la réserve de l'article 811 a été définie par Grégorin Buron (1) comme une obligation qu'ont, dans divers cas, les ascendants de conserver pour certains parents les biens hérités par le ministère de la loi d'un descendant qui aurait acquis ces biens à titre gratuit (lucrativo) d'un autre ascendant ou d'un frère.

Voilà une définition qui si elle est fort incomplète, donne tout au moins une idée approximative de la réserve de l'article 811.

Pour mieux comprendre les développements qui vont suivre, nous allons faire deux remarques d'une importance capitale.

1ère OBSERVATION.

Le législateur a établi, par l'article 811, une restriction (2) aux droits qu'ont les ascendants d'exclure les collatéraux car il aurait été injuste que les biens acquis par une famille puissent passer à une autre famille par le simple jeu des dis-

(1) Grégorio Buron, t. III, p. 172.

(2) Tribunal Suprême, 7 novembre 1912.

positions législatives. Cette restriction a été le résultat des travaux d'une sous-commission composée de Goyena, Manresa, Duran et Franco. Elle a rédigé l'article 811 qui, à tous les points de vue, est une originalité du Code.

2ème OBSERVATION.

L'article 811 ne représente pas dans le Code le triomphe du droit de la fente sur celui de la proximité du degré mais il est une transaction entre l'un et l'autre système (1).

Cette interprétation faite immédiatement après la promulgation du Code, a été confirmée par la jurisprudence du «Tribunal Supremo», lequel ne voit dans ce droit qu'un bénéfice donné en vertu de considérations familiales (2).

Au profit de quels parents la réserve est-elle établie ?.

Une question se pose sur le point de savoir si ce sont tous les parents se trouvant jusqu'au troisième degré qui recueilleront le bien réservé ou si le partage se fera seulement entre ceux du plus proche degré de parenté.

Des deux systèmes en présence, le système de «la ligne» et celui de «la proximité du degré»,

(1) Manresa, t. VI, p. 224.

(2) Tribunal Supremo, 16 janvier 1901, 8 octobre 1909, 26 octobre 1907.

c'est le premier qui, d'après *caevola* (1), devra s'appliquer.

On invoque comme argument le texte de l'article 811 et l'on dit qu'en appelant tous les parents jusqu'au troisième degré, l'article 811 n'a établi aucune distinction entre les parents; on peut en déduire logiquement qu'il les comprend tous.

Manresa ne partage pas cette opinion. L'article 811 est, dit-il, une transaction entre les deux systèmes: «la ligne» et la «proximité du degré». Même dans les pays où prédomine le principe de la fente, s'applique la «proximité du degré». (Capítulo 6 del Fuero General de Navarra; ley 6 y 7, título 13, libro 3 de la Novísima recopilacion de Navarra, Fuero de Vizcaya, ley 8, título 21) (2).

A l'appui de cette opinion, on tire un argument par analogie de l'article 968 qui donne une réserve en faveur des enfants et descendants du premier lit n'établissant entre eux aucune distinction, et cependant personne ne conteste le droit qu'ont les enfants d'exclure les petits-enfants (3);

A en croire Valverde, cette opinion a prévalu dans la Doctrine. A notre sens, cette solution trouve une base sérieuse dans le principe de «proximité du degré» lequel doit être appliqué ici car

(1) *Scaevola*, cité par Valverde, t. V, p. 236.

(2) Manresa, t. V, p. 245-246.

(3) Tribunal Supremo, 8 novembre 1894. Dans le même sens « Dirección general de los Registros », 20 mars 1905. Manresa, t. VI, p. 244-248.

le Code n'a apporté aucune exception dans cette matière (1).

CONDITIONS REQUISES POUR QU'IL Y AIT LIEU A LA RESERVE

Quatre conditions sont requises pour que la réserve puisse être constituée.

PREMIERE CONDITION.

Il faut que le descendant ait acquis les biens d'un autre ascendant ou d'un frère à titre gratuit. C'est-à-dire par succession ou par donation.

Peu importe à quel titre l'ascendant ou le frère a acquis les biens (que ce soit à titre gratuit ou onéreux) car la réserve n'est pas fondée sur le principe de la fente mais sur des considérations d'ordre familial (2).

DEUXIEME CONDITION.

Il faut que l'ascendant obligé à réserver ait acquis les biens de son descendant par ministère de la loi. Dans la jurisprudence les mots «par ministère de la loi» signifient que les biens hérités, soit ab intestat soit en concept de légitime doivent être réservés, car les uns et les autres sont dévolus

(1) Valverde, t. V, p. 236.

(2) Tribunal Suprême, 30 décembre 1897 et 8 octobre 1909.

en vertu de la loi (1). Il va de soi que la réserve est limitée à l'avoir successoral originaire que l'ascendant hérite de son descendant. Si par exemple, l'ascendant obligé à réserver achète des immeubles avec des deniers dont il a hérité, la *plus-value* lui appartiendra (2).

Est-ce que tous les biens, tant les meubles que les immeubles, doivent être réservés ? D'après Alonso Martinez (3) le législateur aurait eu pour abjet, dans la réserve, le retour des biens immeubles à la ligne d'où ils provenaient. Cependant cette interprétation n'a pas prévalu dans la Doctrine. La loi ne distinguant pas, tous les meubles et immeubles doivent donc être réservés (4).

Il y a lieu de se demander si la subrogation peut être appliquée ici. Supposons que le descendant achète un immeuble avec des deniers recueillis dans la succession de son grand père. La subrogation pourrait-elle s'appliquer ? Nous ne le pensons pas car l'article 811 est un texte d'interprétation restrictive (5).

TROISIEME CONDITION.

Il faut que le parent existe le jour de la mort

(1) Tribunal Suprême, 14 juillet 1899 et 7 novembre 1912, Manresa, t. VI, p. 259. Valverde, t. V, p. 259.

(2) Tribunal Suprême, 20 avril 1917.

(3) Alonso Martinez, cité par Manresa, t. VI, p. 259.

(4) Sanchez Roman, t. VI, vol. II, p. 1024. Manresa, t. VI, p. 259.

(5) Manresa, t. VI, p. 260, conclut du même Valverde, t. V, p. 240.

de l'ascendant obligé à réserver (1). Il n'est pas nécessaire qu'il soit vivant au moment où l'ascendant hérite de son descendant (2). Cette solution a été contestée par Lopez R. Gamez pour qui les parents collatéraux, nés postérieurement au pour de la constitution de la réserve, n'auront aucun droit. M. Lopez R. Gomez est resté isolé dans la Doctrine (3).

Nous allons passer en revue les différents arguments qui ont été apportés par les auteurs, pour justifier la solution que nous donnons.

Chez Scaevola (4), nous allons trouver deux arguments: c'est au moment de la mort de l'ascendant que naîtra le danger que le législateur a voulu éviter; ce sera ce jour-sà que les biens pourront passer à une autre famille. Voilà, a-t-il ajouté, le moment décisif, car ce sera à la mort de l'ascendant obligé à réserver qu'on adjugera les biens. Et à qui ? La question est aisée à résoudre: aux parents qui se trouvent jusqu'au troisième degré.

2. — Le droit établi dans l'article 811 est un droit propre dont la naissance est due à la simple qualité de parent au troisième degré du descendant mort, et au fait d'appartenir à la ligne d'où procèdent les biens.

(1) Tribunal Suprêmo, 4 janvier 1911, T. S., 21 mars 1912, T. S., 7 novembre 1912, T. S., 30 décembre 1912, 27 juin 1906.

(2) Sanchez Roman, t. VI, vol. 2, p. 1018.

(3) Lopez R. Gomez, t. II, p. 224.

(4) Scaevola, t. XIV, p. 291. Dans le même sens Martinez Alcubilla, t. VII, p. 844.

Une autre raison a été fournie à l'appui de cette doctrine par M. Manresa (1).

L'auteur tire argument de l'article 968 et suivants. « Si à la mort du conjoint obligé à réserver, il n'y a que des descendants, au deuxième degré, conçus et nés après les secondes nocés, pourra-t-on leur dénier le droit à la réserve parce qu'ils n'étaient pas encore nés le jour de la constitution de celle-ci ? Leur refuser ce droit ce serait aller contre la nature juridique de l'institution. Du fait que le conjoint laisse des descendants du premier mariage, la condition indiquée par l'article 971 existe et les biens seront attribués à ses descendants.

Autrement le but du législateur qui est d'empêcher que les biens aillent à une autre famille, ne serait pas atteint. La même solution doit être admise dans l'article 811. Ce texte concède la réserve au profit d'une classe déterminée de personnes : parents qui se trouvent au troisième degré de parenté avec le descendant mort et appartenant à la ligne d'où procèdent les biens. Le but est identique : éviter que les biens ne sortent de la famille.

Voilà, à notre avis, le meilleur argument à donner, car il trouve une base sérieuse dans le Code lui-même.

QUATRIEME CONDITION.

Il faut que le parent au profit de qui est éta-

(1) Manresa, t. VI, p. 250.

blie la réserve se trouve au troisième degré. Mais comment établir ce degré de parenté ? Doit-on partir de l'ascendant obligé à réserver ou bien de l'ascendant qui a transmis les biens à titre gratuit, ou bien encore des descendants ? Le « Tribunal Supremo » semble fixé dans ce dernier sens, comme nous le voyons dans l'espèce suivante du 8 Novembre 1906. Don Génaro de Arce avait eu deux enfants, Dona Maria et Don Joaquin. Par ailleurs Dona Maria et Don Joaquin avaient un frère utérin, Don Gregorio Montero.

Successivement Dona Maria et Dona Petra moururent. Dona Petra transmit à son frère les biens hérités ab intestat de sa mère. La réserve de l'article 811 était donc constituée en faveur des parents de Dona Maria : Don Joaquin et leur frère utérin, Don Gregorio Montero.

La mort de Don Manuel suscita un litige entre Don Gregorio de Arce, fils de Don Joaquin décédé et Don Gregorio Montero. Les deux parties invoquèrent l'article 811. Le « Tribunal Supremo » décida que le troisième degré de parenté devait se compter à partir du descendant (1) d'où procédèrent les biens, car c'est le jour de sa mort que naît le droit et l'obligation de réserver établie dans l'article 811. Ce fut donc G. Montero, seul survivant au troisième degré, qui recueillit la réserve.

(1) T. S. 16 décembre 1892. T. S. 30 décembre 1892. T. S. 16 janvier 1901. T. S. 8 novembre 1906. T. S. 29 octobre 1907. T. S. 30 décembre 1912.

QUELS ASCENDANTS SERONT OBLIGES A RESERVER

Tous les ascendants légitimes, c'est-à-dire les pères, les grands-parents, sans distinction, seront tenus de réserver (1).

La Doctrine et la Jurisprudence sont d'accord pour décider que cette réserve est seulement imposée aux ascendants légitimes. Voici l'argument qu'on donne généralement :

Dans le Code, la parenté légitime constitue la règle et la parenté naturelle, l'exception.

Ainsi, quand le législateur veut parler d'ascendants naturels, il n'oublie jamais d'ajouter ce dernier mot « naturel ». Voir les articles 294, 302, 809, 810, 846, 935, 938, 944, 945, 946 et 955 (2).

Nous avons relevé une espèce du « Tribunal Supremo » du 10 Juin 1918 où l'on déclare que la réserve extraordinaire de l'article 811 est établie en faveur des parents légitimes (3). Cette solution se dégage aisément de la jurisprudence antérieure du « Tribunal Supremo » car nous avons vu que ce droit a été établi en considération de la famille (4).

(1) Castan, t. I, vol. II, p. 221.

(2) Manresa, t. VI, p. 230. Valverde, t. V, p. 234.

(3) Tribunal Suprême, 16 Janvier 1901, 8 Octobre 1909.
26 Octobre 1907.

(4) Voir note précédente.

Quest-ce que cela veut dire, sinon que la seule famille en faveur de qui la réserve est constituée c'est la famille légitime.

DROITS DE L'ASCENDANT OBLIGE A RESERVER

La nature juridique de ce droit a donné lieu à divergences entre les commentateurs du Code. M. Sanchez Roman soutient que c'est une modalité de la succession *mortis causa intestada* d'un caractère exceptionnel (1).

La réserve de l'article 811 a un caractère exceptionnel, dit-il, en ce qu'elle déroge aux règles du droit commun des successions, notamment aux points de vue suivants:

1° la vocation légale n'y est pas la même (2)

2° le droit de réserve de l'article 811 constitue un droit de succession limité à certains biens (3).

3° La succession anormale de l'article 811 ne s'ouvrira qu'à la mort de l'ascendant légitime obligé à réserver (4).

4° En dernier lieu, il ne faudrait pas oublier que la vocation établie dans l'article 811 est réglée en tenant compte de la ligne.

(1) Sanchez Roman. t. VI, vol. II, p. 986. Dans le même sens, Dirección General de los Registros, 27 juin 1906.

(2) Sanchez Roman, t. VI, vol. II, p. 986.

(3) Sanchez Roman, t. VI, vol. II, p. 986.

(4) Sanchez Roman, même endroit.

Nous allons laisser de côté l'opinion de Sanchez Roman, car tout le monde sait par l'histoire de l'élaboration de l'article 811 que cette réserve représente une innovation dans le Code de 1889. A quoi bon ajouter que l'article 811 «est une modalité de la succession *mortis causa intestada* d'un caractère exceptionnel.

Martinez Alcubilla voit dans la réserve de l'article 811 une espèce d'usufruit légal. Pour cet auteur, l'ascendant n'est qu'un simple usufruitier qui jouira des biens sujets à réserve pendant sa vie. De là, il conclut que l'ascendant sera tenu aux obligations imposées par les articles 491 à 512. S'il y a des parents au troisième degré, l'ascendant ne pourra aliéner les biens réservés. Ses facultés seront plus restreintes que celles du conjoint survivant (art. 968 à 980) (1).

De plus, ajoute Martinez Alcubilla, aucun article du Code civil n'autorise l'ascendant à aliéner les biens (2).

D'après une troisième interprétation, l'ascendant serait plus qu'un usufruitier. Il y a, disent ses partisans, une évidente analogie entre les biens sujets à une condition résolutoire et l'ascendant (3).

Il y a un fait futur et incertain duquel dépend l'acquisition définitive ou l'extinction du droit de

(1) Martinez Alcubilla Código Civil de España. Madrid 1890. Ob. citée par Sanchez Roman, t. VI, vol. II, p. 977.

(2) Diccionario de la Administración Española, t. VII, p. 839.

(3) Valverde T. V., p. 242.

Manresa, t. VI, p. 271.

l'ascendant ou de ses héritiers, comme par exemple l'acquisition ou l'extinction des droits des parents. Si, à la mort de l'obligé à réserve, existent des parents au troisième degré, ceux-ci acquerront les biens. S'il n'y a aucun parent, le fait incertain ne s'étant pas accompli, le droit se verra consolidé.

Et, conclut l'auteur, il ne faut pas croire qu'il est nécessaire d'attendre jusqu'au jour de la mort de l'ascendant; nous rencontrons des hypothèses où les ascendants verront disparaître la réserve par prédécédés de tous les parents qui se trouveront au troisième degré (1).

L'opinion d'Alcubilla a été repoussée par les auteurs. Il nous semble certain que l'ascendant obligé à réserver est plus qu'un usufruitier. Etant donnée la nature identique des deux réserves (art. 811 et 968) pourquoi ne seraient pas appliquées, à la réserve des parents (art. 811), les règles établies pour celles des enfants du premier lit (art. 968) (2).

Cette interprétation est d'ailleurs admise par la « Direction générale de los Registros » qui a déclaré par une résolution (3) du 25 juin 1892, que les articles 974 et 975 seront appliqués ici par analogie.

(1) Manresa, t. VI, p. 225 à 227.

(2) Morell y Terry-Estudios sobre el Código civil. Voir Revista de Legislacion y Jurisprudencia, t. 82, p. 528.

(3) Dans le même sens, Tribunal Supremo, 16 juillet 1906.

OBLIGATIONS DE L'ASCENDANT QUI DOIT RESERVER.

Trois obligations sont imposées par la loi de l'ascendant :

1ère obligation. — L'ascendant doit dresser un inventaire de tous les biens soumis à la réserve.

2ème obligation. — S'il y a des immeubles, l'ascendant doit demander l'opposition d'une note marginale au **Registre de la Propriété**.

3ème obligation. — L'ascendant doit constituer une hypothèque légale qui aura pour but d'assurer la restitution de la valeur des biens, meubles et immeuble aliénés; elle sera également une garanti en cas de détériorations causées par faute ou négligence. (art. 977 et 978 du Code civil. Droit hypothécaire, art. 168, 2ème alinéa) (1).

Cette hypothèque est une hypothèque légale. Il y a lieu d'appliquer, dans notre matière, l'article 198 de la loi hypothécaire.

Voici une espèce du 30 décembre 1912 où le « Tribunal Suprême » se montra rigoureux: Doña Maria Ugalde avait succédé ab intestat à ses trois enfants. Doña Andrea, sœur du conjoint prédécédé, demanda que l'on constituât la réserve et que son droit fût déclaré transmissible à ses descen-

(1) Valverde, T. V., p. 139.

dants comme acquis au moment même de la mort de ses neveux, dont le décès amenait la constitution de la réserve. L'Audience déclara que Doña Maria était obligée de constituer la réserve en faveur de Doña Andrea et de tous ceux qui se trouveraient au même degré de parenté que celle-ci. L'Audience décida également que cet héritage serait employé à l'achat de valeurs d'Etat, qui devraient être déposées dans un établissement officiel comme *intransmissibles* et inaliénables au nom de Doña Maria qui ne pourrait disposer que des intérêts et non du capital. Et, en dernier lieu, que, à la mort de Doña Maria, le capital irait à Doña Andrea ou à ses frères, s'il y en avait, sans que ce droit puisse être étendu aux enfants de Doña Andrea.

La sentence du Tribunal Supremo confirma cet arrêt.

En face de cet arrêt, il y a une espèce du « Tribunal Supremo » du 16 juillet 1906. Alexandre Avial avait laissé à sa femme Vincenta Palavicino quatre millions de pesetas en titres de la Dette Publique, valeurs mobilières, bijoux et meubles. Dona Maria, sœur d'Alexandre Avial, demanda que Vincenta Palavicino fût condamnée à assurer d'une manière efficace ses propres droits. Le « Tribunal Supremo » décida que les articles 977 et 978 devaient être appliqués à la réserve spéciale de l'article 811, car ils envisageaient le même but, c'est-à-dire le fait que l'obligé à réserver n'a pas des biens propres et qu'hypothéquer ce n'est pas utiliser, les facultés que donen l'article 494.

Il n'y a aucun analogie entre l'obligé à réserver et l'usufruitier; le premier, seul, peut disposer comme propriétaire des biens immeubles avec les limitations établies par les articles 974 et 975, car il a le droit d'aliéner les meubles sauf indemnisation (art. 976).

Si l'on adoptait une autre solution, on ferait aux colatéraux (art. 811) une situation meilleure qu'aux enfants issus du second mariage, ce qui n'est pas admissible étant donné que les deux droits sont de nature identique.

En conséquence, le « Tribunal Supremo » demanda d'hypothéquer les immeubles possédés par Dona Vicenta Palavicino ou ceux qu'elle acquerrait postérieurement.

DROITS DU BENEFICE DE LA RESERVE. — CARACTERES.

Le droit du bénéficiaire de la réserve est un droit personnel; en conséquence, il ne pourra être exercé que par ceux au profit de qui la loi l'a établi expressément.

Le « Tribunal Supremo » dégage deux solutions de cette conséquence. La première a été clairement mise en relief par une espèce du même Tribunal (1).

Voici l'espèce: Don Luis avait épousé sa nièce, Julia Tamara, fille de Dona Pilar; il mourut en

(1) « Tribunal Suprême », 16 janvier 1901.

1864 et laissa comme héritière sa fille Elvira. En 1889, à la mort d'Elvira lui succéda sa mère Julia qui s'était remariée avec le général Edvardo Bermudez. Ce dernier, avait été, en 1892, institué par sa femme Julia légataire universel et, à titre d'unique héritier, il disposa d'une partie des biens. Or, en 1896, mourut Maria Aracelli, sœur de Don Luis et tante d'Elvira; elle laissait une fille Dona Aracelli Romero de Tejada qui demanda à D. Eduardo Bermudez, en 1898, la constitution de la réserve.

Le « Tribunal Supremo » déclara que le droit du bénéficiaire de la réserve était un droit personnel. Dona Maria seule, pouvait donc l'exercer. On a voulu ainsi tourner la difficulté.

On a invoqué le droit de représentation pour concéder aux héritiers des parents prédécédés le droit de réclamer les biens réservés que ces parents n'avaient pas revendiqués.

Le « Tribunal Supremo » n'a pas cru devoir admettre le droit de représentation en soutenant que l'article 811 est un texte d'interprétation étroite (1).

Un auteur, Manresa (2) tenta de justifier cette même solution en invoquant un autre motif. Il est évident, dit-il, que les articles 924 et 925 n'accor-

(1) Tribunal Supremo, 16 décembre 1892.

Tribunal Supremo, 16 janvier 1901.

Tribunal Supremo, 8 novembre 1906.

Tribunal Supremo, 19 novembre 1910.

Tribunal Supremo, 4 janvier 1911.

Tribunal Supremo, 17 novembre 1912.

(2) Manresa, t. V, p. 256.

dent le droit de représentation qu'aux descendants et aux enfants des frères du « de cujus ». De là, on peut conclure qu'un parent au quatrième degré du défunt, qui a donné lieu à la réserve, ne pourra pas lui succéder en vertu de l'article 811, car il n'est point l'enfant d'un frère de ce descendant, mais d'un oncle. Si, dans la succession légitime normale, ce parent ne peut invoquer le droit de représentation, pourquoi lui donner ce droit dans l'article 811 qui fixe une limite à la parenté ?

Quoi qu'il en soit de cet argument, il faut constater que la plupart des auteurs s'en tiennent aux motifs donnés par la jurisprudence (1).

COMMENT SE CONSTITUE LA RESERVE.

La réserve des parents bénéficiaires naît de plein droit. Ils n'ont pas besoin de faire une déclaration spéciale pour que la réserve soit constituée (2). Cependant il y a une espèce du 20 décembre 1904 qui n'est pas d'accord avec cette solution. La voici. Don Alberto ascendant obligé à réserver, vendit une maison qu'on lui avait adjugée dans l'héritage de son fils, à Don Mariano Perez qui l'inscrivit à son nom et la transmit par succession à Dona Luisa Cediél. Celle-ci constitua une hypothèque en faveur de Don Bernardo. Don

(1) Sanchez Roman, t. VI, vol. II, p. 1018.

Castan, t. I, vol. I, p. 223.

(2) Resolución general de los Registros, 5 janvier 1893.
Tribunal Supremo, 26 octobre 1907.

Benito Damaso, parent au troisième degré dans la ligne maternelle, plaida contre Don Alberto, Dona Luisa et Don Bernardo invoquant l'article 811; il demanda aussi qu'on obligeât Don Alberto à réserver et assurer avec hypothèque la maison et que la vente faite à Don Mariano et l'hypothèque consentie à Don Bernardo fussent faites sans préjudice de la réserve établie dans l'article 811, laquelle devrait être constatée par une inscription au Registre de la Propriété.

Le « Tribunal Supremo » déclara que les actions rescisoires et résolutoires ne peuvent s'exercer contre les tiers que si les causes qui les engendrent ressortent explicitement d'une inscription au Registre de la Propriété (art. 86 et 87, 1er alinéa, loi hypothécaire).

Il faut donc faire constater dans l'inscription au Registre de la Propriété, la qualité de réservés qu'ont les biens, sous peine de ne pouvoir exiger aucune responsabilité du tiers acquéreur.

Les principes directeurs de la loi hypothécaire sont de garantir la sécurité dans la transmission des immeubles et la stabilité, buts qui sont atteints par l'inscription au Registre.

Cette solution est très criticable. Il est certain que le « Tribunal Supremo » a eu tout à fait tort de refuser au demandeur le bénéfice de l'article 811, parce que la formalité de constatation de ce droit dans le Registre de la Propriété n'était pas remplie; c'est à l'ascendant obligé à réserver qui doit satisfaire à cette obligation.

Cependant, cette dernière solution a été quali-

fiée de dangereuse par un auteur (1). Si ce droit de réserve n'est pas constaté dans le Registre de la Propriété, comment les tiers pourront-ils savoir qu'il existe ?

DROIT DES PARENTS D'INTERVENIR DANS LES OPERATIONS DU PARTAGE.

Le « Tribunal Supremo » a reconnu ce droit dans une espèce du 7 novembre 1912. S'il accorde aux bénéficiaires de la réserve le droit d'intervenir dans le partage, le « Tribunal Supremo » dans la même espèce, n'a pas voulu leur octroyer le droit d'attaquer le partage consommé (2).

Voici le problème présenté devant le « Tribunal Supremo ». Dona Eugiena Bringas avait laissé comme héritière sa grand'mère, Dona Braulia del Castillo. Le partage s'effectua sans tenir compte des parents bénéficiaires de la réserve. Ceux-ci demandèrent que l'on procédât à un nouveau partage dans lequel ils interviendraient; mais le « Tribunal Supremo » ne fit aucun cas de leur demande. Cette solution n'est pas bien fondée car elle ne s'appuie sur aucun texte. Cependant le « Tribunal Supremo » a voulu indéniablement éviter les conséquences déplorables d'un nouveau partage.

(1) Manresa, t. VI, p. 268.

(2) Tribunal Supremo, 7 novembre 1912.

CAUSES D'EXTINCTION DE LA RESERVE DE L'ARTICLE 811.

Il y a quatre causes d'extinction :

La première cause, c'est la mort de tous les parents qui se trouvent au troisième degré. Cette solution découle du texte 971 qui doit être appliqué ici car la nature des deux institutions est identique (1).

La deuxième cause, c'est la renonciation de tous les parents (2). Ici encore nous appliquerons un texte qui a été édicté pour la réserve des enfants du premier lit. Il s'agit de l'article 970.

La renonciation peut être expresse ou tacite (3).

La troisième cause d'extinction résulte de l'incompatibilité entre cette réserve et celle des enfants du premier lit, car l'une se trouverait absorbée par l'autre (4).

En dernier lieu, il faut mentionner la mort de l'obligé à réserver.

(1) Tribunal Supremo, 30 décembre 1897, Manresa, t. VI, p. 272.

(2) Valverde, t. V, p. 245.

(3) Dans le sens de n'attacher aucun effet à ce pacte, voir la Resolución du 19 février 1920.

(4) Tribunal Supremo, 20 décembre 1904, Castan, t. I, vol II, p. 225.

CONCLUSIONS

Plusieurs conclusions sont à dégager de notre étude :

Nous croyons, en toute évidence, qu'au sujet de la légitime du conjoint survivant, il faut admettre le dividende composé. Il n'était pas suffisant, comme l'on fait, à l'ordinaire les auteurs, de mettre en regard les articles 831 du Code civil espagnol et 812 du Code civil italien, il fallait, à notre sens, pousser plus loin les recherches et voir si un autre code avait reproduit dans les mêmes termes l'article 812 du Code Civil Italien.

Or, nous avons trouvé dans le Code Civil Vénézuélien la traduction de l'article 812, ce qui nous a permis de faire une constatation des plus intéressantes.

En effet, le législateur espagnol avait omis, dans la reproduction de l'article 812 du Code civil italien, les derniers mots de ce texte par lesquels le législateur italien dit que « le conjoint doit être compté comme un enfant de plus ».

« *Article 812 du Code civil italien* ». — Le conjoint contre lequel n'existe pas un jugement de séparation de corps passé en force de chose jugée, a droit, dans la succession de son conjoint, quand celui-ci a laissé des enfants ou descen-

dants légitimes, à l'usufruit d'une part égale à celle que reçoit chaque enfant pour sa légitime, *le conjoint devant être compris au nombre des enfants* ».

« Article 834 du Code civil espagnol ». — Le veuf ou la veuve... aura droit à une part en usufruit, égale à celle que reçoit chaque enfant ou descendant légitime non avantagé ».

Nous trouvons une preuve certaine de cette omission en lisant l'article 869 du Code civile vénézuélien, copié aussi de l'article 812 du Code civil italien.

Il y est dit clairement « le conjoint doit être compté comme un enfant de plus ».

Article 869 du Code civil vénézuélien.

« La légitime sera composée de la moitié des biens du testateur, si celui-ci, à sa mort, ne laisse pas plus de deux enfants légitimes, et des deux tiers, s'il en laisse trois ou un plus grand nombre.

» Dans la détermination de la légitime désignée dans cet article, on doit compter le conjoint survivant au nombre des enfants ».

Nous souscrivons à tous les arguments fournis à l'appui du dividende variable moyen et nous pensons avoir suffisamment démontré que le Code civil n'admet aucun écartisme.

En conséquence, il faut appliquer intégralement le dividende variable moyen et le diviseur composé.

Nous avons pu voir que la liberté testamentaire proclamée dans l'article 806, 3ème alinéa du Code, s'évanouit dans plus d'une hypothèse.

D'autre part, nous avons constaté combien la réserve des enfants naturels se trouve réduite en maintes circonstances, voire même supprimée temporairement. En revanche, nous avons remarqué que le législateur espagnol, en instituant comme héritiers les établissements de bienfaisance et d'instruction à la place du Fisc, a fait une heureuse innovation susceptible d'être suivie par d'autres nations comme la France.

BIBLIOGRAPHIE

- Alcubilla.** — Diccionario de la administracion espanola, tomos I à XII, Madrid, 1914-1923; apendice al Diccionario de la Administracion espanola: Boletin juridico administrativo; apendices de 1914 à 1927 Gregorio Buron Derecho civil 1900. Valladolid.
- Baudry, Lacantine et Wahl.** — Traité théorique et pratique de droit civil, 3e édition.
- Jose Castan.** — Derecho civil espanol comun y foral. Editorial reus Madrid 1926.
- Jose Carciente.** — De la condition juridique de l'enfant naturel simple en Droit comparé (Paris 1929, Thèse).
- Joaquim Escriche.** — Diccionario razonado de Législacion y jurisprudencia Madrid 1874.
- Modesto Falcon.** — Derecho civil espanol comun y foral 1892.
- Firmat.** — Estudio sobre el codigo civil Edition 1892.
- Garcia Lastra.** — De la cuota usufructuaria del conjuce viudo conforme al parrafo primero del articulo 834 del codigo civil.
- Gado.** — Jurisprudencia civil madrid 1882-1923.
- George Lacoste.** — Essai sur las mejoras dans la droit espagnol ancien et moderne.
- Lopez R. Gomez.** — Tratado teórico légal del Derecho de sucesion.

Lecaroz. — De la cuota legal en usufructo que a favor del conyuge viudo establece el vigente codigo civil edition 1893.

Manresa. — Comentarios al codigo civil espanol Madrid, Edition de 1900.

Navarro y Amandi. — Cuestionario del codigo civil reformado Madrid.

Planiol et Ripert. — Traité pratique de droit civil français. Les successions Paris. 1926.

G. Plana y Casals. — Rerecho civil espanol comun y foral Barcelona. 1925.

Scaevola. — Codigo civil comentado y concordado. Madrid.

Sanchez Roman. — Estudios de derecho civil Editorial Reus Madrid 1909-1912.

Valverde y Valverde. — Tratado de Derecho civil espanol Valladolid 1926.

Observation concernant les décisions judiciaires espagnoles.
— Il n'y a pas en Espagne, de répertoire de Jurisprudence analogue aux Répertoires français. C'est dans la Collection Législative que les espèces figurent à leur date.

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	5
PREMIERE PARTIE: Succession ab intestat	9
CHAPITRE PREMIER. — principe de la dé- volution sucesorale	11
CHAPITRE II. — Enfants et descendants lé- gitimes	11
CHAPITRE III. — De la représentation	13
CHAPITRE IV. — Droits ab intestat des as- cendants légitimes	19
CHAPITRE V. — Succession ab intestat d'un enfant naturel	21
CHAPITRE VI. — Enfants adultérins ou inces- tueux ou sacrilèges	25
CHAPITRE VII. — Succession ab intestat des collatéraux	29
CHAPITRE VIII. — Succession ab intestat du conjoint	35
CHAPITRE IX. — L'Etat	39
APPENDICE. — Articles du Code civil sur la succession ab intestat	41

DEUXIEME PARTIE: Légitime

CHAPITRE I. — Généralités	50
CHAPITRE II. — Légitime des enfants et descendants légitimes	52
CHAPITRE III. — Légitime des ascendants légitimes	53
CHAPITRE IV. — Légitime des conjoints survivants	55
CHAPITRE V. — Conversion de l'usufruit du conjoint	75
CHAPITRE VI. — Légitime des enfants naturels	77
APPENDICE. — Code civil espagnol	87

TROISIEME PARTIE: Réserve.

CHAPITRE I. — Réserve de l'article 968	107
APPENDICE. — Code civil espagnol	131
CHAPITRE II. — Réserve de l'article 811 ...	135
CHAPITRE III. — Conclusions	155

ERRATA

Page 5, ligne 6, au lieu de *Françaïse*, lire *française*.

Page 6, ligne 1, au lieu de *total*, lire *Foral*.

Page 13, ligne 1 (note), au lieu de *Ripart*, lire
Ripert.

Page 39, ligne 5, au lieu de *socalires*, lire *scolaires*.

Page 40, ligne 22, au lieu de *recueillir*, lire *recueil-*
lir.

Page 61, ligne 21, au lieu de *n'a rie nreçu*, lire *n'a*
rien reçu.

Page 64, ligne 3, au lieu de *Charrit*, lire *Charrin*.

Page 65, ligne 1, au lieu de *thories*, lire *théories*..

Page 65, ligne 23, au lieu de «*mejora ù*, lire «*me-*
jora ».

Page 92, ligne 20, au lieu de *Les deux tiers*, lire
: 808. — *Les deux*
tiers.

Page 92, ligne 24, au lieu de *la légitime des parents*
lire: *la légitime pour la donner*
par une mejora à leurs enfants
et descendants légitimes. Le tiers
restant sera de libre disposition.

809. — *La moitié de l'avoir suc-*
cessoral des enfants et descen-
dants constituera la légitime des
parents...

Page 114, ligne 2 au lieu de *prédécéc*, lire *prédé-*
cès

- Page 116, ligne 16, au lieu de *en faveur* lire *en faveur*.
- Page 119, ligne 12, au lieu de *du droit*, lire *du conjoint limitée, limitation représentée par le droit...*
- Page 121, ligne 15, au lieu de *obligation*, lire *obligation*.
- Page 124, ajouter la note (1) : *Manresa, t. VII, p. 256.*
- Page 125, ligne 8, au lieu de *d'octroyer*, lire *octroyée*.
- Page 135, ligne 2, au lieu de *Grégorin*, lire *Gregorio*.
- Page 137, ligne 1, au lieu de *caevola*, lire *Scaevola*
- Page 139, ligne 10, au lieu de *abjet*, lire *objet*.
- Page 140, ligne 3, au lieu de *ascensant*, lire *ascendant*.
- Page 140, ligne 6, au lieu de *pour* lire *jour*.
- Page 140, ligne 15, au lieu de *dejour-sà*, lire *jour-là*.
- Page 142, ligne 12, au lieu de *Dona Maria et Dona Petra*, lire *Dona Maria et sa fille Dona Petra*.
- Page 142, ligne 13, au lieu de *frère*, lire *père*.
- Page 148, ligne 8, au lieu de *employée* lire *employée*.
- Page 149, ligne 16, au lieu de *Droit du bénéfice*, lire *Droit du bénéficiaire*.
- Page 154, ligne 18, au lieu de *mentionnel*, lire *mentionner*.
- Page 155, ligne 6, au lieu de *dividende*, lire *diviseur*.
- Page 156, ligne 31, au lieu de 806, lire : 808.

Imp. G. SUBERVIE, Rodez.
